

page 16 : Italie - Il Manifesto nous dit...

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 526, 1,50 F
JEUDI 17 FEVRIER 1972



CHILI :



L'U.P. au pied du mur

la révolution qu'est-ce que c'est ?

Week-end de travail

Un week-end national de travail sur les thèmes du projet « la Révolution qu'est-ce que c'est ? » se tiendra à Paris les 4 et 5 mars. (Le lieu exact sera précisé dans le prochain « T.S. ».)

Ce week-end aura quatre objectifs :

1. — Faire le bilan et la synthèse du travail déjà accompli par le Bureau national et les fédérations. Il s'agit essentiellement de travailler sur une brochure de présentation de l'ensemble du projet et sur les plans détaillés que le B.N. a élaborés sur chaque thème : Travail, Pouvoir, Savoir, Expression et information, Solidarité, Société internationale, Famille et Vie quotidienne...

Il s'agit aussi de faire le point sur ce qui a été fait dans les fédérations : Meetings, A.O.P., groupes de travail, etc.

2. — Mettre en place dans le parti les structures d'organisation qui permettent l'articulation entre les luttes menées et les objectifs de transition au socialisme : Les assemblées ouvriers-paysans, des assemblées réunissant enseignants, étudiants et travailleurs, et des comités de base au sein desquels la réflexion sur le programme socialiste doit suivre la définition d'objectifs de lutte.

3. — Elaborer un calendrier fixant les échéances de l'élaboration du programme par rapport au P.S.U., et en tenant compte de l'association à ce projet d'autres groupes politiques. Ce calendrier doit prévoir la date de sortie des différents instruments utilisés par le parti : brochures, « T.S. » spéciaux, tracts, affiches, etc.

4. — Préciser enfin la fonction des différentes instances de travail, nationales, régionales et fédérales : mise en place de groupes de travail, organisations de meetings nationaux et régionaux, sur les thèmes du programme, etc.

Un tel travail ne peut avoir de sens, c'est évident, que si l'ensemble du parti se trouve capable de l'intégrer dans la perspective stratégique du P.S.U. Un temps de présentation générale des objectifs stratégiques du programme, et du choix de sa méthode d'élaboration sera donc réservé pendant ce week-end.

Nous demandons aux sections ou fédérations qui n'ont pas encore désigné des camarades pour participer à ce week-end de le faire immédiatement en le signalant au Bureau national, 9, rue Borromée, Paris 15^e (indiquer la mention : W.-E. Programme).

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique :
Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vailant.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nore - Lucien Salntonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

Photos dans ce numéro :
Collombert (p. 2), Agip (p. 10),
A.F.P. (p. 10), Pic (p. 15).

Le journal réserve ses droits sur
les autres clichés.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 25.000 exemplaires

SISSI vue par le TOP

60, rue de la Belle-Feuille -
92 - BOULOGNE - Métro Mar-
cel-Sembat. Tél. : 603-48-40 -
604-16-49

« Enfin il se passe quelque
chose, c'est du théâtre et
voilà tout. »

FRANCE-SOIR.

« La mort des fantômes »

« Quel beau spectacle. »

LE FIGARO.

« Des moments de grande
beauté. »

COMBAT

Au sommaire

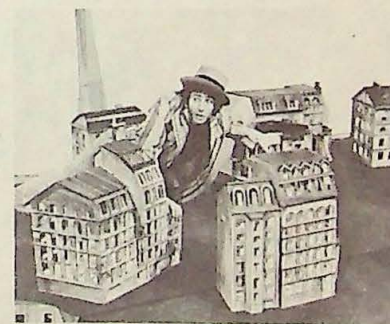
L UTES OUVRIERES : A Villeurbanne, chez Richard-Continental (filiale de Renault depuis 1968), la liquidation du personnel s'accélère. Les travailleurs se demandent aujourd'hui si la lutte n'a pas démarré trop tardivement (page 7).



C HILI : Allende a aujourd'hui le choix entre la légitimité populaire et la légitimité bourgeoise. Christian Leucate nous dit pourquoi (pages 8-9).



F EMMES : Les groupes-femmes du P.S.U. se sont réunis à Paris la semaine dernière. Elles ont dressé un bilan de leur action et de leurs principales revendications (page 12).



L OGEMENT : La lutte sur le front du logement a donné lieu à un spectacle d'animation au T.N.P. Dans le même temps paraît le livre noir du P.S.U. sur la rénovation urbaine (pages 14-15).

VIENT DE PARAÎTRE

7^e CONGRES DU P.S.U.

LILLE - JUIN 1971

LE ROLE DU P.S.U.

LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire F 4,00
par 10 exemplaires F 3,50
par 50 exemplaires F 3,30

Païement à la commande à adresser à :
TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - Paris (15^e)
C.C.P. 58-26-65 Paris

La nausée

Bernard Jaumont

Grève des mineurs en Grande-Bretagne ; retour de la crise financière internationale quelques semaines à peine après que Pompidou soit rentré des Açores où il avait, paraît-il, obtenu une stabilisation durable des monnaies ; aggravation du chômage un peu partout, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, telles sont les conséquences de l'évolution actuelle de l'économie de marché.

On le savait ; cela n'ajouterait pas grand-chose d'affirmer que cela crée des tensions et des contradictions qui ne peuvent être résolues dans le cadre du régime capitaliste.

On commençait à savoir aussi que tous les crimes, même ceux qu'on pouvait espérer ne plus revoir, après la seconde guerre mondiale, sont absous, justifiés, purifiés, dès lors qu'ils permettent de maintenir l'exploitation capitaliste.

Le génocide au Vietnam, la destruction systématique du pays par les armes chimiques ? Aucun rapport avec les atrocités nazies puisqu'il s'agit ici de défendre la civilisation occidentale. Le massacre de My Lai ? Rien à voir avec Oradour-sur-Glane : la preuve en est que quand les responsables sont jugés ils sont acquittés ou bien la grande foule des bien-pensants se dresse pour exiger l'élargissement de ces apôtres de la liberté. Et en ce domaine, personne ne peut revendiquer de monopole : c'est au nom de la « démocratie » que des militants sont arrêtés, torturés, massacrés en Iran, en Grèce, au Maroc, en Espagne, au Portugal, en Turquie comme au Brésil ou à Saint-Domingue. Les grandes phrases sur la dignité, la dénonciation des crimes de guerre, Nuremberg, tout cela n'était que billevesées, poudre aux yeux, attrape-nigauds, on commençait à le savoir aussi.

Le pouvoir : de petits trafiquants sans envergure

Ce que certains découvrent depuis quelques semaines avec stupéfaction, c'est que ce régime puissant et redoutable s'identifie à l'appareil de l'Etat et qu'il est représenté en France par un groupe d'hommes sans pouvoir véritable et qui ne sont au total que de petits trafiquants sans envergure.

Que Massu fasse l'apologie de la torture sans qu'aucune voix officielle ne s'y oppose ; que le gouvernement n'ait pas fait grand-chose pour juger Barbie, le chef de la gestapo de Lyon ; que pendant ce temps on ait livré quelques militants à la police franquiste et refusé l'entrée en France d'Apolonio de Carvalho, héros de la résistance française, à cause de son opposition au gouvernement brésilien, cela doit choquer un peu l'amour propre de quelques-uns. Mais au fond, il faut savoir faire des concessions et comme dirait le sous-ministre Lipkowsky, ces gens-là sont du même côté que le gouvernement français (et que les colonels grecs) quand il s'agit de défendre la liberté.

Et puis les affaires sont les affaires, que diable et c'est cela qui compte avant tout, parce qu'enfin, le gouvernement ne risque pas de prendre de décisions sur des choses importantes : le pouvoir réel est entre les mains des grosses entreprises, et que ce soit pour la hausse des prix, la suppression des bidonvilles (il paraît qu'une loi a été votée là-dessus en 1965), l'évolution de l'emploi, la localisation des zones industrielles, l'environnement ou le contrôle de secteurs entiers

d'activité par des firmes multinationales, le gouvernement ne peut que constater l'opposition entre ce qu'il annonce et ce qui se passe réellement.

Dès lors, l'activité essentielle, ce sont les affaires et d'abord les ventes d'armes qui constituent à peu près le seul objectif précis de la politique internationale.

Aujourd'hui encore, un bon sujet de conversation va être le remboursement des fameux Mirage vendus à Israël : parions que c'est encore le pauvre Dassault qui va faire les frais de l'opération.

Un immense dégoût...

Et puis, une fois qu'on a pris le pli du petit commerce, on ne peut plus l'arrêter et chaque jour on découvre un autre secteur où les hommes au pouvoir ont pu déployer leur imagination pour favoriser tantôt les ratés de l'immobilier, tantôt les jongleurs de La Villette, les acrobates de l'avoir fiscal ou les naufrageurs de l'île de Ré.

Le plus triste de l'affaire, c'est que leur imagination n'est pas très développée et, devant les attaques, ils ne connaissent qu'une réponse : la mobilisation des bien-pensants, le réflexe de peur de toute leur clientèle électorale. Il faut avoir lu « La Nation » commentant l'affaire Chaban-Delmas : « En même temps, et pour confronter ces attaques qui rappellent les méthodes utilisées par Mussolini et Hitler pour éliminer les démocrates italiens et allemands qui leur bouchaient l'accès au pouvoir... »

Quand Marcellin expliquait mai 68 par le complot international, ça avait un savoureux petit relent de fascisme, mais ça restait essentiellement drôle, mais la hargne de « La Nation » est si dérisoire, si misérable, si méprisable que même la clientèle de « L'Aurore » s'en est aperçue.

Alors, devant tant de lâcheté, de veulerie, de bassesse, devant l'âpreté au gain, de ces gagne-petit, de ces misérables combinards, monte une sorte d'immense dégoût, une formidable nausée qui touchent même ceux qui n'ont pas l'idée de remettre en cause les bases de la société de profit mais qui sont sensibles au fait qu'il y a des ennemis qu'il faut frapper avec des pincettes et en se bouchant les narines.

Prague : le cancer n'est pas guéri

Pour ceux-là, n'importe quoi devrait être préférable au régime actuel. Seulement voilà, il y a Prague. Là aussi il se passe des choses qu'on ne voulait plus jamais voir ; le cancer n'est pas guéri et c'était une simple rémission : la chasse aux sorcières va reprendre et tous ceux qui ont eu une part dans la révolution de 1968 vont être persécutés, traqués, condamnés. Aujourd'hui, tous sont menacés, aussi bien les militants ouvriers que les intellectuels.

Quelle aubaine pour les apprentis fascistes, les margoulins de tout poil, les avocats de l'oppression et les censeurs de toute espèce.

Quelle chance de pouvoir dire que même si le régime où nous vivons est irrespirable, le choix n'est qu'entre la vérole et le cancer et qu'à tout prendre mieux vaut garder sa vieille vérole que

risquer le cancer. Jamais personne n'aura autant contribué à maintenir en place le capitalisme que les sinistres névrosés qui donnent le nom de socialisme à l'enfer qu'ils bâtissent sournoisement à Prague.

Alors, c'est à nous de dire, et de le dire très fort, que ce qui se passe en Tchécoslovaquie n'a rien à voir avec le socialisme, ou plutôt que c'en est le négatif, la rature, le cauchemar.

Mais c'est surtout à nous de montrer concrètement, que le socialisme, ça se construit chaque jour, ça se remet en cause chaque jour, en sachant que chaque fois on risque soit de revenir à une organisation de la vie en société fondée uniquement sur la recherche du profit, soit de bâtir un nouveau type d'inquisition, comme c'est le cas aujourd'hui à Prague. □

Solidarité avec les mineurs anglais!

Depuis le début de l'année 72, l'Angleterre est marquée par un des plus durs conflits sociaux de son histoire, la grève des 260.000 mineurs de charbon.

Quelles sont les revendications qui ont amené ces travailleurs à s'engager dans une action aussi dure :

- augmentation des salaires ;
- amélioration des conditions de travail.

A cause de la diminution des stocks de charbon alimentant les centrales électriques, cette grève a des répercussions importantes sur la vie économique du pays : des usines ferment temporairement et mettent leur personnel en chômage, des magasins, des administrations travaillent au ralenti, etc.

Le P.S.U. appelle ses militants à informer les travailleurs de la situation des mineurs anglais.

Notre solidarité avec les mineurs anglais doit aussi se traduire par :

- le refus d'expédition de charbon à l'Angleterre pendant toute la durée du conflit ;
- le développement concret de la solidarité internationale de classe par l'organisation concrète des collectes :

Souscrivez au C.C.P. 14 020 44 Paris, en spécifiant dans la partie correspondance

COLLECTE POUR LES MINEURS ANGLAIS.

Une grossière machination

L'HORIZON électoral de 1973 est présent à l'esprit des dirigeants de la gauche française depuis longtemps. Il l'est, au fond, chez les socialistes depuis leur dernier congrès. A cette occasion, F. Mitterrand a joué la carte d'un renouvellement des thèmes de propagande pour tirer à lui le flux d'air frais brassé par les événements de Mai, ceux du Quartier latin, de Berkeley, de Varsovie ou d'ailleurs. On voit bien, à force de ne pas voir le parti socialiste sur le terrain des luttes, que ce new-look n'a que des prétentions électorales.

Une chance pour le P.C.F. : le calme

Le parti communiste quant à lui, a lancé sa grande machinerie avec la publication de son petit livre orange. Rien de bien nouveau dans le contenu. Simplement, le souci est net d'être plus cohérent et plus exhaustif qu'à l'accoutumée. Il s'agit de paraître comme un parti à vocation gouvernementale, capable d'assurer complètement la charge éventuelle du pouvoir. Et le puissant effort réalisé pour populariser ce programme confirme bien que pour ses auteurs, l'échéance législative est capitale, qu'elle est sans doute leur meilleure chance depuis l'avènement de la V^e République.

A droite, rien d'analogue ne s'était produit. Pourquoi s'en faire, d'ailleurs ? Les sondages accordaient au Président et à son Premier ministre une popularité qu'aucun n'avait connue depuis bien longtemps. Le climat social était relativement calme malgré quelques pronostics inquiétants sur l'emploi. La situation économique était raisonnablement bonne et la situation internationale franchement satisfaisante pour le gouvernement.

Or il n'y a rien de plus dangereux pour un pouvoir conservateur que des élections en période calme. A contrario, il n'y a rien de meilleur pour une formation telle que le P.C.F. Car la majorité du peuple français — son histoire l'a souvent montré — a horreur du vide politique et n'est prête à « changer de cap » que lorsque l'assurance de la continuité du pouvoir lui est donnée. Le P.C. l'a bien compris et c'est pourquoi il cherche à endiguer les luttes et à n'attaquer le régime qu'en prenant soin d'épargner ses structures de pouvoir (l'Etat, la hiérarchie patronale dans l'entreprise, l'autorité patriarcale à l'école, etc.).

La majorité aussi en est bien convaincue. De Gaulle était d'ailleurs devenu l'orfèvre du chantage de type « moi ou le chaos ». Mais jusqu'à présent, pas le moindre « gauchiste-Marcellin » n'était venu mettre opportunément le feu à une voiture. On s'acheminait vers une bataille électorale en rase campagne où la démocratie attardée avait des chances de se faire battre par sa jeune sœur avancée.

Mais Debré s'excite

Et voilà que tout à coup la lumière du sauveteur a jailli. La majorité s'empêtrait dans des histoires pâteuses, tantôt immobilières, tantôt fiscales, tan-

tôt les deux à la fois. Personne ne voyait comment se sortir d'un tel bourbier. C'était sans compter sur les vieux ultras de l'U.D.R., ceux qui ont toujours dans leurs poches les meilleures recettes de l'anticommunisme primaire. Pour Michel Debré, la vraisemblance des accusations est le dernier des soucis. Ce qui compte, c'est l'efficacité du mensonge. Sous la IV^e République, cet excité de l'Algérie Française accusait le P.C. d'avoir fomenté la guerre d'Algérie ; en juin 68, il soufflait à de Gaulle — et avec quel succès — de mettre les horribles événements de mai sur le dos du même P.C. Enfin, dernière trouvaille de cet esprit ingénieux, c'est le bolchevisme international qui a fourni au « Canard Enchaîné » et à « Minute » les feuilles d'impôts de Chaban-Delmas.

Les fils blancs de la manœuvre sont gros comme des câbles, mais pourquoi ne réussirait-elle pas à nouveau ? A un débat clair sur le bilan de quatre ans de Nouvelle Société qu'il faut éviter à tout prix, les extrémistes de la majorité veulent substituer un sombre débat de dinosaures sur les horreurs de la subversion communiste.

Une seule réponse

Reste qu'au point où nous en sommes, les décisions définitives sur l'orientation de la campagne électorale ne sont pas prises. Le président Pompidou n'a pas tranché entre la thèse ultra Debré-Sanguinetti et la thèse des libéraux de se battre sur les acquis de la politique gouvernementale. Il est bien possible d'ailleurs qu'il ne tranche pas, c'est-à-dire qu'il décide de mener

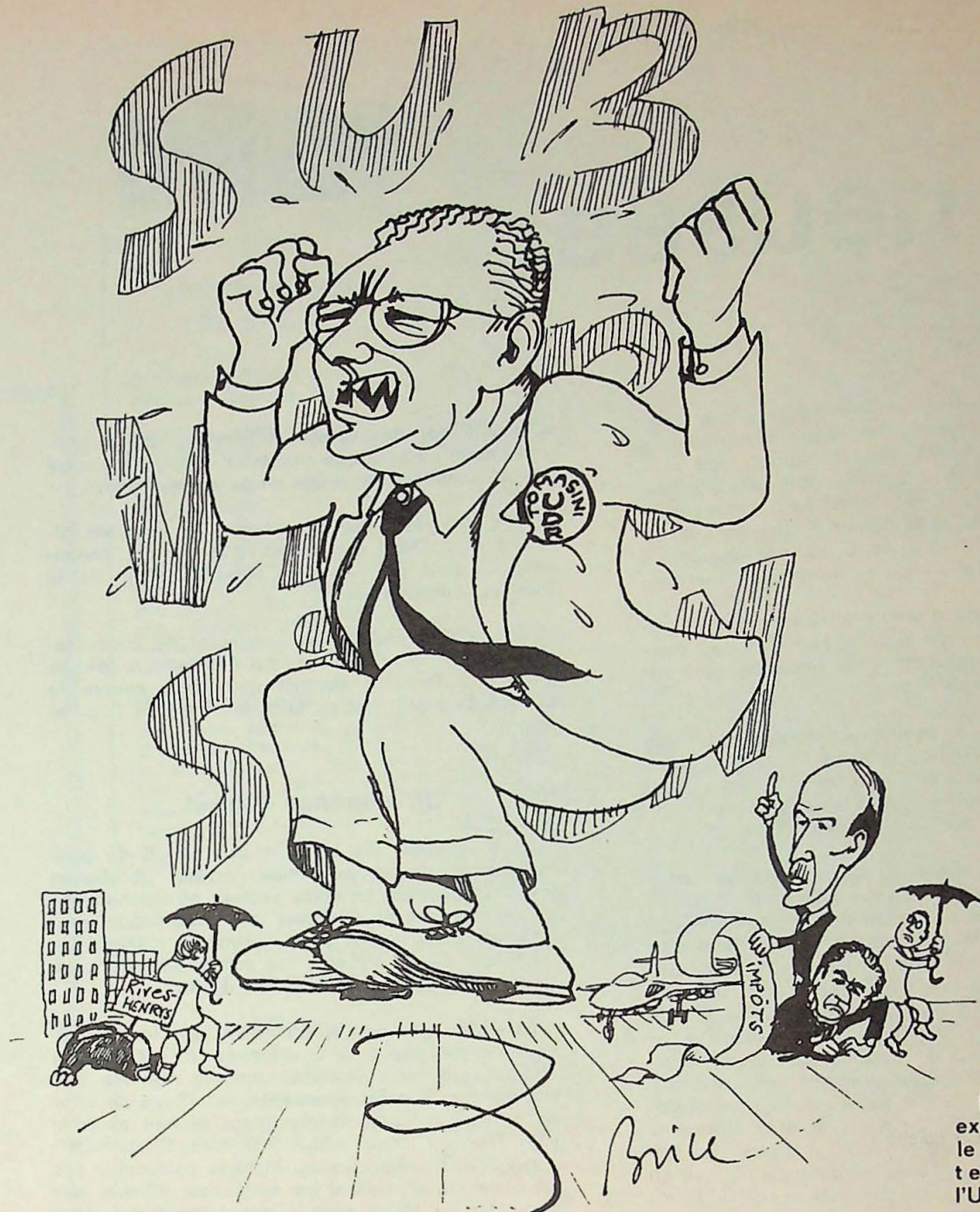
les deux combats de front. Le premier dans la droite ligne de juin 68 ou de février 67 lorsqu'il qualifiait la plateforme commune de la Fédération de la gauche et du P.C. de « programme d'anarchie débouchant sur la dictature », le second dans l'esprit d'« ouverture » qui préside à sa politique étrangère.

Pour notre part, notre attitude est simple. A ces deux attaques du gouvernement, nous opposerons la même réponse. Quand il jouera de l'anticommunisme, nous prouverons par des faits que donner le pouvoir à ceux que leur condition sociale en écarte ne mène pas à la dictature, mais à la

démocratie. Quand il vantera ses exploits économiques ou culturels, nous montrerons comment on vit aujourd'hui dans une usine de la bourgeoisie ou dans un grand ensemble construit par Chalandon, comment on apprend à détester la culture dans les écoles du patronat, comment une télévision peut écraser l'intelligence d'un peuple.

A chaque coup du pouvoir pour assener son ordre, nous dénoncerons le désordre de ses lois. Celles qui abrutissent des hommes de fatigue comme celles qui permettent aux princes de ne pas acquitter l'impôt.

J. GALLUS.



M. Tomasini a exalté la solidité et le sang-froid, la détermination de l'U.D.R.

QUAND NOUS
ETIONS MINISTRES...



luttons ouvrières

Ne pas attendre 73...

S.N.C.F., Régie Renault, Métallurgie parisienne : sur chacun de ces trois fronts, les négociations ont été rompues entre syndicats et représentants du patronat et du gouvernement. Cet échec de la politique contractuelle, l'un des fondements de la stratégie de Chaban, va rejaillir sur le cours général des luttes de la classe ouvrière.

Pour maintenir sa domination, le bloc au pouvoir a choisi de faire payer les travailleurs (voir « T.S. n° 524 »). En fait, le pouvoir espère que ce choix n'entraînera pas, à court terme, de conflits généralisés. Le pouvoir a, lui, tiré les leçons des luttes menées en juin et octobre 1971 : les grèves de la S.N.C.F., de Renault, de la R.A.T.P. se sont terminées par des échecs pour les travailleurs. De chacune de ces luttes, par la mobilisation idéologique de ses fidèles, le pouvoir les a transformées en enjeu national. Au contraire, les organisations syndicales les ont circonscrites à des conflits locaux ou catégoriels : elles ont été perdantes à tout coup, abandonnant, de fait, les éléments les plus combattifs des travailleurs en lutte (1). Ces échecs pèsent lourd, aujourd'hui sur le comportement de la classe ouvrière.

Face à un pouvoir affaibli par des scandales qui le minent, la C.G.T. est aujourd'hui en position défensive sur le terrain des luttes sociales. Ce qu'elle réclame sur tous les tons, c'est la reprise de véritables négociations. Ainsi, à la Régie Renault, elle va faire adresser à Dreyfus des cartes postales « pour exiger de véritables négociations ». De même la journée nationale d'action de la S.N.C.F. a lieu autour de l'objectif central « exiger l'ouverture de véritables négociations sans limitation préalable de crédits ».

Ces incantations ne suffiront pas à faire reculer d'un pouce le pouvoir et rares sont ceux qui croient encore à un tel jeu.

Cette position défensive sur le plan des luttes s'accompagne d'un ton beaucoup plus dur au plan de la critique « politique » contre le gouvernement. Ainsi, la C.G.T. organise aux côtés des partis communiste, socialiste, etc., radical, une manifestation pour exiger la suppression de l'impôt fiscal à propos de l'affaire Chaban. Choisir comme allié le parti radical pour formuler une telle revendication montre que les délimitations du front anti-monopoliste sont sans rivages. Antoine Pinay s'est bien, lui aussi, déclaré partisan d'une réforme de la fiscalité. Mais brader la C.F.D.T. qui s'est, constamment, refusée, depuis un an à se laisser embarquer dans le bateau de la campagne pour une réforme démocratique de la fiscalité est encore plus éclairant du terrain sur lequel entend se placer la direction de la C.G.T.

Lorsque le parti communiste français était sans perspectives politiques crédibles, du fait des incertitudes du parti socialiste, c'était la C.G.T. qui apparaissait sur le devant de la scène. Ce n'était en rien une obscure machination (Séguy contre Marchais), mais en fait la traduction de la situation politique. Aujourd'hui les rôles sont inversés : tandis que les militants C.G.T. expédient des cartes postales à leur directeur, c'est Georges Marchais qui va s'adresser aux ouvriers de Renault pour leur vanter les mérites de « l'union populaire ».

La stratégie de la C.G.T. est cohérente dans sa subordination aux perspectives électorales du P.C.F.

A l'inverse d'autres situations historiques, il ne se dessine pas un mouvement de

masse intervenant sur tous les plans de la vie sociale (politique, économique...) à la faveur des initiatives des organisations dominantes de la classe ouvrière. La tactique de la C.G.T. conduit à organiser systématiquement la coupure de l'économie du politique et à tout faire pour dévoyer les luttes dans les canaux de « l'union populaire ». En conséquence, il ne s'agit pas de combattre dès aujourd'hui, mais d'accumuler des mécontentements pour qu'ils se traduisent en bulletins de vote à l'occasion de 1973. L'accumulation des mécontentements exige que les uns ne nuisent pas aux autres : la classe ouvrière doit donc être bridée en l'attente d'un nouveau gouvernement.

Dans cette perspective, la C.G.T. se garde d'organiser de puissantes manifestations de classe : la manifestation parisienne sur l'emploi a été consciemment limitée à la fois par ses modalités d'organisation et par la nature du travail d'agitation de la C.G.T. Bien plus, les travailleurs ont conscience de l'inutilité de telles manifestations conduites par ceux qui affirment tous les jours que la délégation des intérêts de la classe ouvrière à un gouvernement démocratique résoudra tous les problèmes. La manière dont le problème du pouvoir est posé entre bourgeoisie et réformistes conduit à bloquer les luttes.

Face à cette situation, les remarques de la conférence nationale entreprises du P.S.U. sur la C.F.D.T., démontrent chaque jour davantage leur justesse : faute de perspectives et d'un refus clair de l'« union de la gauche », la C.F.D.T. est condamnée, bon gré, mal gré, au suivisme à l'égard de la C.G.T.

Dans certains cas, elle cautionne complètement comme à la S.N.C.F., dans d'autres elle cautionne avec d'importantes réserves comme lors de la manifestation parisienne sur l'emploi. Dans d'autres enfin, elle avance des propositions différentes, comme à la Régie Renault. Mais elle n'a pas conduit d'initiatives autonomes offrant une autre perspective aux luttes.

L'élément nouveau de la situation pour la C.F.D.T. réside dans le fait que la nécessité de ce choix apparaît beaucoup plus nettement à l'intérieur de cette centrale. Jusqu'à présent, la C.F.D.T. tentait de résoudre ses débats en insistant exclusivement sur le juste principe d'animer les luttes à la base : le durcissement de la combativité ouvrière a permis pendant toute une période de s'en tenir à ce principe. Aujourd'hui, les solutions « gouvernementales » de la C.G.T. et du P.C.F. tendent à isoler les éléments les plus combattifs : c'est pourquoi le développement des luttes menées à la base exige que des initiatives nationales soient prises. Tel était le sens de l'amendement présenté par la fédération Hacuitex au dernier conseil national de la C.F.D.T. : à la résolution « le souci de la C.F.D.T. est de ne pas laisser les travailleurs en perpétuelle attente de consignes d'action venues d'en haut », il était proposé d'ajouter : « ... les confédérations doivent prendre rapidement des initiatives d'action qui se traduiront par des arrêts de travail ».

Aux journées nationales d'action (type emploi ou travailleurs immigrés) de caractère strictement propagandiste qui s'intègrent de fait aux projets électoralistes du P.C.F., il faut opposer la perspective de luttes s'appuyant sur des enjeux réels de la lutte des classes et se battant sur des objectifs à arracher par des batailles de

masse. L'échec actuel de la politique contractuelle, la montée du chômage, témoignent du caractère plus aigu de la lutte des classes. La guerre de succession de la bourgeoisie autour de Chaban et les discussions parti communiste-parti socialiste tentant d'offrir une réponse dans le cadre du régime, en sont l'écho déformé sur le devant de la scène politique.

Les révolutionnaires doivent prouver sur tous les terrains que seule la lutte paie. Pour le prouver effectivement, les exigences de la situation interdisent que l'on se réfugie dans le localisme où la résistance acharnée de la bourgeoisie pourra se donner libre cours.

Démunies devant la nouvelle période qui s'ouvre, les centrales syndicales passent le relais de l'action au parti communiste et au parti socialiste. Que ce relais tombe dans les mains des travailleurs : c'est une tâche pour aujourd'hui. Elle suppose un affrontement à tous les niveaux avec le réformisme. Il faut s'en donner les moyens politiques.

J.-C. VAILLANT.

(1) Les révolutionnaires ont, quant à eux, effectué le travail nécessaire de popularisation, mais ils n'ont pu réussir à briser au plan global la domination réformiste.

L'emploi

Premier bilan de notre intervention

2.000 personnes ont répondu à l'appel du P.S.U. en région parisienne, le 3 février dernier, en participant au meeting organisé à Paris. C'était la première étape d'une campagne de riposte à la vague de licenciements qui se répand sur une région pourtant réputée « stable ». La préparation et l'animation de cette première phase de la campagne a été assurée par la Commission régionale entreprise du parti qui a pu s'appuyer sur les fédérations de la « petite ceinture » (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Paris).

Dès le début de janvier, un matériel a été mis à la disposition des sections et groupes d'entreprises et de quartier pour faire une première mobilisation au niveau des entreprises, des branches, des localités. Ce matériel pouvait être adapté aux situations locales. Parallèlement, un tract et une affiche d'appel au meeting central livrés peu après permettaient aux militants isolés ou peu implantés de faire un travail minimum. Ce matériel précisait que la parole était donnée à des militants ouvriers et que les travailleurs des différentes branches d'industrie pourraient se rencontrer et discuter lors du meeting.

C'était une façon de rompre avec une pratique spectaculaire (orateurs connus, thèmes « dans le vent »... des facultés, etc.) et d'insérer réellement l'intervention du parti dans les problèmes du prolétariat.

Cependant ce meeting est intervenu au lendemain d'une manifestation de rue C.G.T.-C.F.D.T. « pour l'emploi et la formation permanente ». Bien que cette dernière ait été un échec relatif (explicable par l'absence de mot d'ordre de grève alors qu'elle avait lieu à 16 heures), le meeting a pu apparaître en-deça dans la « hiérarchie » de la préparation de la lutte. Elle nous a permis cependant de distribuer près de 15.000 tracts, en général très bien acceptés par les travailleurs.

Aussi le meeting est-il plus un « coup d'envoi » qui a permis de faire le point sur les thèmes d'intervention du parti en milieu prolétarien dans la région. Son contenu a été au niveau des possibilités : ainsi, une quinzaine de groupes (entreprises, administrations), de branches d'activité, de fronts de lutte (jeunes travailleurs, femmes...) ont tenu un stand, exposant les problèmes d'emploi, liés aux conditions générales d'exploitation capitaliste. Discussions, prises de contact, explications ont marqué cette première partie du meeting.

La seconde partie a permis de brosser un tableau de l'emploi en région parisienne à travers quelques exemples : Seine-Saint-Denis (dont Roussel-Uclaf), Heurtey (Paris), chimie, imprimerie, etc., tout en montrant que la riposte devait être globale (des travailleurs de Lorraine ont expliqué leur situation, les formes de lutte qu'ils proposent aux travailleurs pour faire barrage aux réformistes qui font signer des pétitions et perdent des heures dans les antichambres des représentants des différentes fractions de la bourgeoisie et de l'opposition (« libérale » et de « gauche »).

Les enseignements politiques ont été tirés : face au camp des réformistes (P.S., P.C., etc.) qui attendent les élections et freinent par des discours démagogiques et des grèves bien sages la riposte des travailleurs, il faut opposer la stratégie du « contrôle ouvrier » et de l'unification des luttes populaires :

Ce n'est pas une bataille défensive. C'est une lutte offensive qui doit remettre en cause l'organisation capitaliste du travail et le « contenu » même de la production. Elle doit aussi préfigurer les formes de la société communiste de demain, puisque nous devons attaquer à la fois la hiérarchie dans l'entreprise, la division sociale du travail, la distinction entre travail manuel et intellectuel, l'idéologie technicienne et la séparation ville campagne :

— pour une mutation, un licenciement : mobilisation, atelier par atelier ;

— réduction par les travailleurs eux-mêmes des cadences et des horaires ;

— statut unique pour tous les travailleurs (immigrés, femmes, jeunes, sont en effet les premiers touchés) ;

— mobilisation au niveau du trust, de la branche pour viser le véritable patron : banques d'affaires, gouvernement, etc. ;

— information auprès des travailleurs des usines voisines ;

— riposte dans les quartiers, collectivement (exemple : plus de salaire, plus de loyer, réduction unilatérale des loyers, des charges, etc.).

La campagne de lutte contre les licenciements en région parisienne se poursuit : enquête dans les entreprises pour la constitution du « Livre noir » sur l'emploi, préparation de meetings décentralisés, de manifestations auprès des véritables responsables (banquiers, patrons-capitalistes) sans oublier de dénoncer le rôle fantôme du Pouvoir politique et des notables de la bourgeoisie ainsi que l'impuissance des notables dits de gauche.

COMMISSION ENTREPRISE
REGION PARISIENNE

Meeting - débat
Mardi 29 février à 21 h
à Saint-Denis
Au cinéma « Le Chabrol »,
rue Chabrol :
débat-meeting
avec M. Rocard sur
« La révolution,
qu'est-ce que c'est ? »

Penarroya

Les immigrés prennent leurs affaires en main

A l'usine de Lyon, la grève des ouvriers est totale depuis mercredi 9 février à 14 heures. L'occupation est massive. Le dernier four a été éteint jeudi. Des pancartes en arabe et en français annonçant la grève ont été mises sur toutes les portes. Cet après-midi des paysans de la région lyonnaise ont apporté aux ouvriers en grève des légumes, des œufs et des volailles.

A l'usine de Saint-Denis, la grève avec occupation, commencée mercredi 9 février à 8 heures du matin a été suspendue le soir à 18 heures sur promesses de la direction de faire de nouvelles propositions. Celles-ci ont été jugées insuffisantes par les ouvriers qui ont repris la grève et occupé à nouveau l'usine de Saint-Denis.

230 ouvriers sont employés par la société Penarroya dans deux usines. A peu près tous des immigrés, en majorité d'Afrique du Nord. Les ouvriers de ces usines ont établi des liaisons et ont décidé de mener leurs luttes en commun.

Les conditions de travail sont insupportables :

— Ils travaillent, pour la plupart, à la récupération du plomb, tâche dangereuse, qui entraîne de nombreux accidents et maladies (saturnisme) ne bénéficiant d'aucune garantie d'hygiène élémentaire (à Lyon, un

accident dû au mauvais état du matériel a tué, le 19 décembre l'un d'eux).

— Ils sont parqués dans des dortoirs loués par la société Penarroya, dans des baraquements insalubres, ou dans des logements minuscules. Dans la quasi-totalité des cas, leurs familles n'ont pu les rejoindre.

— Les salaires sont presque tous inférieurs à 1.000 F par mois et ne correspondent jamais aux tâches pénibles qui sont imposées.

Ils exigent :

— une augmentation des salaires (1 F de l'heure pour tous) et le retour aux 40 heures ;

— l'amélioration immédiate minimale des conditions d'hygiène, de sécurité et de travail (suivant les modalités précises des cahiers de revendications rejetés par la direction) ;

— le contrôle des ouvriers sur les analyses médicales.

Un comité de grève C.F.D.T. - C.G.T. a été mis en place. Mais la grève est prise en main par tous les ouvriers.

L'apparition de ces ouvriers combattifs n'est pas le fruit du hasard. On lira avec intérêt leur « histoire » dans un prochain numéro.

Tous les moyens classiques : déqualifications, mutations, pré-retraites... accroissent la chute des effectifs.

En décembre 71 : 1 jour chômé par quinzaine, soit 10 à 15 % de salaires perdus pour tout le personnel, sauf les cadres (forfait).

Dénouement de l'accord sur les indemnités, par la direction.

En conséquence du chômage, du manque de garantie de l'emploi et des indemnités, les départs s'accroissent.

La lutte se durcit

— « Séquestration » en douceur des deux responsables de la fabrication pour obtenir ou la suppression du chômage, ou la compensation, jusqu'à 23 heures.

— Le lendemain, à 9 heures, débrayage, discussions dans les ateliers sur les événements de la veille. Décision d'entrevue avec le directeur administratif, Monsieur Bouteille — représentant direct de la régie Renault. Monsieur est introuvable.

A 11 h 30, l'équipe du matin trouve M. Bouteille, lui demande l'entrevue : elle est acceptée. A 12 h 30, les travailleurs à la journée grossissent la délégation.

La discussion tourne en rond :

Les travailleurs :

— refus du chômage ;

— travail à adapter au potentiel industriel de l'entreprise ;

— S.M.V. étant filiale de Renault doit l'être à part entière.

M. Bouteille : des réponses évasives.

A 15 h 15 les délégués reviennent d'une réunion où deux positions ont été envisagées pour mener une action directe :

— ou occuper l'usine nuit et jour ;

— ou, puisque M. Bouteille ne peut proposer aucune solution, lui déclarer qu'il ne sert à rien, qu'il n'a qu'à prendre la porte de l'entreprise.

Les travailleurs réagissent différemment :

Un tiers pour l'occupation — c'était insuffisant, grosse majorité pour la deuxième formule.

Séance tenante, M. Bouteille est accompagné à l'extérieur de l'entreprise.

Le travail reprend immédiatement.

— Le jour suivant, 8 heures : M. Bouteille fait appeler deux délégués. Débrayage immédiat : tous se retrouvent dans le bureau du directeur administratif. Celui-ci annonce que le P.D.G. est prêt à recevoir mardi à Paris une délégation de 3 personnes. « Est-ce tout ce que vous avez à nous dire ? », demandent les ouvriers. « Oui. » « Bien, nous n'avons plus besoin de vous. »

Et les ouvriers de le reconduire aussi sec hors de l'entreprise.

Débrayage total : 12 minutes.

— Le jour chômé : meeting devant la porte — fermée — de l'usine (cf. photos) et manif de popularisation dans les rues de Croix-Luizet ; marche en direction de Monsieur Gagnaire (maire de Villeurbanne) qui « promettait » d'agir « efficacement ».

Il n'y eut personne pour le croire.

— Les 30-1 et 1-2 : délégation de 5 syndicalistes (C.G.T. plus 1 C.F.D.T.). Négociations.

Un préalable posé par le P.D.G. : « réintégrer » Bouteille. Blocus jusqu'à ce que la délégation accepte. Le positif — une bricole — l'indemnité pourrait être prorogée jusqu'en avril. Un point, c'est tout !

— Le 2-2 : Télégrammes à Chaban-Delmas pour demander le respect des engagements pris par le gouvernement : assurer la reconversion ; à la régie Renault : « pour prévenir incidents, rappeler Bouteille ». Bouteille ne fut pas rappelé et il n'y eut pas d'incident... et les départs se multiplient.

— Le 3-2 : Débrayage surprise, occupation par deux cents ouvriers de la chambre patronale à Lyon.

Plusieurs constatations

A) Du positif :

— Le refus de la présence de M. Bouteille dans l'entreprise est une prise de pouvoir des travailleurs : Tous unis, ils imposent leur contrôle.

— Certaines décisions d'action ont été prises en assemblée par l'ensemble des ouvriers.

— Des jeunes ont manifesté leur dynamisme : le directeur administrateur était rentré discrètement, les jeunes s'étaient arrangés pour surveiller les abords de l'en-

trée. Ils ont parfois bousculé les prudences syndicales.

B) Du négatif :

— Le manque de contacts avec les autres maisons Renault, à Paris, malgré une apparition d'un syndicaliste C.G.T. au cours d'un meeting, ratée parce qu'il n'était pas au courant de la situation ; à Lyon également où la société mécanique d'Irigny et la S.N.A.V. (matériel lourd), également filiales Renault, vivent chacun pour soi. Un essai d'information est en cours.

— Le manque de soutien extérieur : une occupation aurait été difficile avec les moyens du bord, la population était peu prête à donner son aide.

— L'explication politique seulement ébauchée par les militants P.S.U. de l'entreprise et hors de l'entreprise par le groupe inter-entreprise de Villeurbanne.

Des interrogations

1) La régie Renault est une entreprise « nationalisée ».

Peut-on créer des difficultés à une entreprise nationalisée, (Cf. la politique actuelle du P.C.F.).

Ainsi la lutte pour l'emploi par la poursuite de la fabrication du tracteur à chenilles a-t-elle été stoppée pour ne pas mettre une entreprise nationalisée en difficulté : c'était la position de la C.G.T.

Ce serait le moment de se demander ce qu'il faut entendre par nationalisation. Il apparaît évident, qu'en régime capitaliste, une entreprise nationalisée est soumise aux mêmes jeux que n'importe quelle entreprise :

— la course aux marchés (cf. L'arrêt de la fabrication du tracteur à chenilles, contre une liberté d'investissements en tel ou tel pays, tractations pour un marché d'automobiles, difficultés créées à Cuba... ?).

— Le personnel n'a aucun droit de regard dans la marche de l'entreprise : les licenciements sont déguisés, le C.E. n'a aucun pouvoir, la hiérarchisation est importante, les divisions sont entretenues entre les catégories de travailleurs.

Les décisions tombent d'en haut, soumises aux calculs de la direction nationale de la régie, entérinées par le gouvernement et surtout pas communiquées aux principaux intéressés : les travailleurs qui, comme partout ailleurs, font les frais des réorganisations (Richard-Continental devint la S.C.M.T.P. - Société Continentale de Matériel de Travaux Publics, puis la S.M.V. - Société Mécanique de Villeurbanne).

2) Le mouvement ouvrier a besoin de renouveler ses méthodes de lutte. Il est indispensable de multiplier des innovations qui prennent les directions de court.

3) Mais cette lutte est vouée à l'échec car elle est un combat d'arrière-garde : de 2.000 et quelque (avec les succursales) en 68, nous restons en février 72, quelque 650. Les départs en pré-retraite : il n'y a pas de quoi pavoiser !

Il eût été plus sûr de se battre quand TOUT LE PERSONNEL ETAIT EN PLACE ET SOLIDAIRE, QUAND LE TRAVAIL PRES- SAIT (une grève pouvait être d'un poids certain quand, au plan national, des avis contradictoires pouvaient être dressés les uns contre les autres, pour faire échec aux décisions d'arrêt de fabrication).

C'est ainsi que voulait agir la C.F.D.T. en 68.

L'analyse de cette lutte complexe menée sur plusieurs années rend indispensable, pour ceux qui l'ont vécue, l'information sur leur expérience, même s'ils y ont laissé des plumes et aussi parce qu'ils en laissent !

Imprimerie

Statégie d'une crise

La presse est en crise, dit-on... La disparition de « Paris-Jour » en serait la plus évidente démonstration. Et la bourgeoisie d'évoquer les mille et un fléaux qui s'abat- tent sur les quotidiens : le refus du gouvernement d'exonérer la presse de la T.V.A. l'obligation d'acheter du papier journal français onéreux alors que l'importation de Suède et du Canada réduirait les prix de

UGECO-Nantes

Les fascistes changent de peau

On se souvient de la lutte difficile que menèrent durant 5 semaines et demie à l'automne les travailleuses de chez Ugeco : usine de confection nantaise (tenues pour l'armée et l'administration).

Les travailleuses d'Ugeco reprenaient le travail le 21 octobre 1971, suite à ce débrayage proposé par le préfet et établi par l'inspecteur du travail. Le patron Bérard remettait en cause le soir même cet arbitrage et attaquait en justice.

La C.F.T. n'est pas représentative

Dès la reprise du travail la C.F.T. se manifeste « courageusement » en appelant à un débrayage ! Suite à ce débrayage bidon et concertation avec le patron la C.F.T. déclarait : « grâce à notre action nous avons signé un accord d'entreprise » (signalons que le contenu de cet accord était restrictif, comparé à l'arbitrage).

Le 16 novembre se déroulaient les élections professionnelles, le syndicat C.F.D.T. attaque en justice la C.F.T. comme non représentative.

Le 8 décembre les travailleuses apprennent que l'arbitrage était annulé par la cour suprême d'arbitrage qui, habituellement se déclare incompétente. Bérard se saisit de l'occasion et propose à la C.F.D.T. de signer l'accord C.F.T.

Profitant de la présence « paternelle » des patrons du trust Ugeco lors de l'arbre de Noël de l'entreprise, une manifestation surprise des travailleurs nantais a lieu devant l'usine pour soutenir le personnel contre l'annulation de l'arbitrage.

Mais C.F.T. = C.F.T.C. !

Le 30 décembre, le tribunal déclare la C.F.T. non représentative, les élections sont annulées, elles ont lieu une nouvelle fois le 27 janvier 1972 ; alors là, nous voyons la manœuvre des fascistes quitter la veste C.F.T. et endosser celle de la C.F.T.C., Bérard a encore une fois bien joué son rôle ! Le 2 février, un accord est signé par la C.F.D.T. et C.F.T. reconverte

en C.F.T.C. ! Cet accord est jugé équivalent à l'arbitrage.

Pourquoi Bérard signe-t-il un accord quasiment identique 3 mois après ? La réponse est simple : le patron ne pouvant accepter que son autorité soit battue en brèche par une grève vigoureuse et une solidarité effective des travailleurs nantais, a fait l'impossible pour privilégier un syndicat jaune dans son entreprise, décidément ce patron est un champion des basses manœuvres.

Villeurbanne

Riposte à la liquidation

En 68 Richard-Continental fabrique des tracteurs à chenilles, principalement destinés à l'exportation (importantes missions à Cuba, aux Indes, entre autres). L'entreprise est rachetée par la régie Renault.

Fin 68, malgré de pleins carnets de commandes, décision est prise d'arrêter la fabrication du tracteur. Une reconversion est annoncée officiellement, mais aucune mesure efficace n'est prise dans ce sens. Une lutte syndicale importante est menée pour faire échec à ces menaces : engagement est pris en haut lieu d'assurer l'emploi au personnel présent.

En 70, le « dégraissage des structures » — dit la direction — se poursuit. Nombreux départs parmi les cadres, techniciens, E.T.D.A.

Un accord sur l'emploi non signé par la C.F.D.T. qui pense que c'est purement et simplement un licenciement collectif camouflé, octroie des indemnités à ceux qui partent — sauf aux ouvriers.

revient, l'augmentation des tarifs postaux, la hausse des salaires et le malthusianisme économique de la Fédération du Livre, et enfin l'anarchie qui règne sur le marché de la publicité.

Toutes ces discussions cachent, ou veulent cacher le déroulement inexorable en système capitaliste du processus vers la concentration dont les effets sont licenciements, chômage et monopole de la diffusion de l'idéologie dominante.

Dans l'imprimerie :
les petits ferment !...

Dans un secteur en amont de la presse, l'évidence de cette stratégie qui vise à la concentration des moyens de production dans les mains de quelques puissances financières apparaît plus clairement encore. Il s'agit de l'imprimerie de labeur d'où sortent livres, magazines, revues, périodiques, catalogues publicitaires, cartes de visites et autres articles imprimés.

Dans ce secteur, depuis quelques années, tous les éléments d'une grave crise sont réunis : baisse de la production en 1971, décroissance des investissements et de l'effectif salarié global depuis 1968 (après une période de forte accumulation, il est vrai), déficit croissant de la balance commerciale, guerre des prix et baisse de la rentabilité... Le ralentissement conjoncturel de ces derniers mois a catalysé le déclenchement d'une crise ouverte qui se traduit par des fermetures et des licenciements collectifs à Bobigny, à Massy, à Paris (Imprimerie de Montsouris et Lang-Grandemange), à Nantes et ailleurs. Là aussi, les imprimeurs ont l'habitude de stigmatiser certaines responsabilités présumées, celle du gouvernement et de l'Imprimerie Nationale qui détient le monopole des marchés publics, celle des éditeurs dont les exigences seraient de plus en plus ruineuses, celle des imprimeurs étrangers accusés de concurrence déloyale et celle des travailleurs qui s'opposeraient à toute modernisation. Ces doléances visent à court terme à démanteler le secteur public, à s'assurer le monopole du marché national et à réduire la puissance syndicale.

Et les gros se taisent

Mais, dans ce concert de plaintes, les magnats du secteur se taisent, et pour cause. La présidente de Chaix-Desfossés-Néogravure, sans contester la plus importante imprimerie française, en déclarant que « dans la conjoncture actuelle, il s'agit surtout de tenir jusqu'au bout », avoue implicitement sa stratégie ou plutôt celle de la Banque de Paris et des Pays-Bas qui contrôle la société. « Tenir », cela signifie clairement le maintien, par un dumping plus ou moins avoué, des prix à un très bas niveau, que la concurrence extérieure ne justifie plus, afin d'obliger certains concurrents, des plus dangereux, à fermer leur porte ou à se vendre, à Chaix-Desfossés, bien entendu. En abandonnant à son sort l'imprimerie de Montsouris, la Compagnie financière de Suez livre le secteur à Paribas. C'est là probablement un des termes de l'accord passé l'an dernier entre les deux banques d'affaires. Le rôle de Paribas dans la restructuration de l'imprimerie de labeur prend toute sa dimension quand on sait les intérêts que cette banque possède dans l'édition, avec Hachette, et dans le papier-carton, avec La Chapelle-Darblay, Cenpa et l'Européenne de Pâte. Or, ces deux secteurs, le premier en aval de l'imprimerie, le second en amont, sont eux aussi en pleine phase de restructuration. Paribas et Chaix-Desfossés s'opposent, avec l'aide implicite de l'Etat, d'ailleurs, au projet du président de la Société Nationale des Entreprises de Presse qui propose un regroupement au sein de l'entreprise nationale et une restructuration du secteur sans fermeture d'imprimeries. Au contraire, ils veulent constituer un groupe privé monopoliste régissant sur le marché national et pouvant accéder rapidement à la dimension européenne (au besoin en passant un accord avec une firme allemande). Mais, pour ce faire, ils doivent « assainir » le marché, c'est-à-dire forcer à la fermeture des entreprises marginales et contraindre des centaines de travailleurs au chômage.

La stratégie est claire, évidente et périlleuse pour les travailleurs. Le plus incroyable de l'affaire est que la Fédération Française des Travailleurs du Livre (C.G.T.), qui représente 70 % des ouvriers du livre, veut ignorer cette stratégie et continuer son « dialogue » avec un patronat qui ne représente plus rien.

Chablais

Après Cachat, Zig-Zag !

Après la dure lutte des travailleurs de la Société des eaux d'Evian-Cachat et leur victoire (« T.S. des 9-9, 16-9, 23-9 et 7-10-71), le combat reprend dans le Chablais dans l'usine voisine, les papeteries Zig-Zag du groupe Braunstein.

Zig-Zag, 600 salariés, a un personnel comparable à celui de la Cachat : une majorité d'O.S., beaucoup d'ouvriers-paysans et d'anciens ruraux qui ont quitté la terre, des gars solides et travailleurs, à la tête dure, à qui la tâche ne fait pas peur. Les salaires sont plus bas qu'à la Cachat. Au point de vue syndical, la C.G.T. est majoritaire aux élections, mais la C.F.D.T. active.

Non au travail continu !

Zig-Zag, du groupe Braunstein, racheté dernièrement par Bollore, fournit 60 à 70 % de la production du Marché commun de papier carbone une fois et un tiers du marché mondial en carbone noble.

Depuis deux ans, la direction de Zig-Zag essaie par tous les moyens de faire tourner l'usine en continu. Les ouvriers refusent. Au début de cette année, le patron essaie de l'imposer. Les travailleurs refusent la discussion avec le patron. Déjà depuis le mois de juin, les ouvriers ont imposé l'arrêt du travail le samedi après-midi et deux heures le lundi matin. Ce n'est pas pour accepter maintenant les 4 x 8 !

Dans le système des 4 x 8, les ouvriers travailleraient trois dimanches sur quatre (quelle vie de famille !) avec un jour de repos dans le milieu de la semaine. En plus, ils travailleraient 7 matins consécutifs suivis de 7 nuits consécutives (bravo pour l'équilibre et l'épanouissement physique !)

Remarque qu'avec les 4 x 8 il y aura une augmentation de la production de 30 %. Quel patron résisterait à un système aussi rentable pour lui ? Alors dans les discussions il propose jusqu'à 16 % d'augmentation de salaire pour faire passer les conditions de vie inhumaines.

La lutte ou le bulletin de vote

Vendredi 28 janvier la direction informe les ouvriers que la machine 6 doit tourner en marche continue à partir du lundi 31.

Renault-Billancourt

Grève de la faim

Les usines Renault licencient : motifs « économiques », (1.000 emplois supprimés à Billancourt l'an dernier ; restriction d'activité prévue aux divisions de machines agricoles et machines outils) et aussi motifs « politiques » (une centaine en deux ans).

Deux travailleurs immigrés licenciés

La répression s'abat maintenant sur les travailleurs immigrés combattifs : le Tunisien Saddock a été licencié le 27 janvier sous prétexte d'avoir sorti ses vêtements de travail de l'usine (alors qu'il avait l'autorisation de son chef). Le 2 février la répression a frappé le Portugais José (retenu 5 jours à Fresnes sous prétexte d'avoir brisé des vitres. Relâché pour absence de preuve. Empêché de téléphoner à l'usine pour prévenir de son absence. Licencié pour absence injustifiée !...)

Depuis ces dates les deux travailleurs ont engagé une grève de la faim à laquelle s'est associé Christian Riss, licencié en septembre 1971.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. qui organisent, du 7 au 12 février, une semaine d'action en faveur des travailleurs immi-

Samedi 29, au cours d'une A.G., les ouvriers décident que les 40 gars de la machine 6 prendront le travail normalement le lundi, c'est-à-dire en 3 x 8.

Le 31 janvier la direction refuse de faire tourner en 3 x 8 et retire les cartes de pointage. C'est le lock-out des 40 ouvriers de la machine 6.

La riposte est immédiate : les ouvriers d'accord avec la C.F.D.T. décident une grève générale de 24 heures pour le lendemain. Le bureau de la C.G.T. est contre l'action, il dit qu'« on n'a pas le droit de tromper les gens, qu'ils vont se casser la gueule » et attaque la C.F.D.T. Au cours de l'A.G. du personnel, houleuse, le bureau de la C.G.T. est sifflé et lâché par sa base quand il propose la discussion sur la base des augmentations de salaire. La C.G.T. explique qu'elle est contre le « continu » mais qu'une action n'est pas possible actuellement parce que la conjoncture n'est pas favorable (menace de licenciements sur le secteur dans d'autres entreprises, le patron peut lock-outer) et que le plus important est de changer le gouvernement. En un mot échangeons la combativité ouvrière contre un bulletin de vote.

La grève du 1^{er} février est suivie à 100 %. Depuis la machine 6 est toujours arrêtée, le reste de l'usine tourne normalement. Une nouvelle grève générale a eu lieu la semaine dernière et l'action se poursuit.

La presse fait le silence total sur ce conflit. Le « Dauphiné Libéré », le journal régional bien connu, refuse de passer le moindre communiqué.

A l'extérieur de la boîte, la solidarité s'organise. Un comité de soutien se constitue pour populariser le mouvement dans la région, avec des militants syndicalistes, du P.S.U., du Secours Rouge. L'expérience d'Evian-Cachat est utile.

Le P.S.U. n'est pas dans l'entreprise, mais des groupes sont présents dans les deux boîtes voisines (Eaux d'Evian-Cachat et Thomson-C.S.F.). Les militants de la section du Chablais sont tous mobilisés notamment dans le comité de soutien. □

grés n'ont jusqu'ici rien fait pour soutenir ces ouvriers. Leur préoccupation essentielle de l'heure semble être la négociation des accords, ainsi que la protection d'un délégué syndical, frappé d'une mise à pied de trois jours pour lequel était envisagé un débrayage de deux heures.

Et soutien politique

Les travailleurs de Renault-Billancourt et la population de Boulogne sont informés par des meetings à la sortie de l'usine, panneaux, affiches distribution de tracts.

La section P.S.U. de Boulogne soutient activement cette grève. Une lettre ouverte a été envoyée à M Dreyfus, directeur de la Régie pour lui demander des explications sur ces licenciements arbitraires : « C'est une affaire d'une extrême gravité ; nous avons besoin de savoir si vous entendez le contrat de travail comme comportant, pour l'employeur, le droit de tout se permettre et pour l'employé, le devoir de tout accepter. » Cette lettre a déjà recueilli une centaine de signatures.

Les grévistes sont à l'église du Dôme, 63, rue du Dôme, à Boulogne. Soutenons leur action et allons discuter avec eux. □

Samedi et dimanche

19 et 20 février

9, rue Borromée

Conférence nationale
du secteur répression
du P.S.U.

Doivent y participer :

- Les responsables fédéraux répression ;
- Des militants des autres secteurs (entreprise, pay-sans, etc.), ayant mené des luttes contre la répression ;
- Des militants des comités de base SR.

Une convocation plus détaillée est envoyée aux secrétaires fédéraux.

Maisons-Laffitte

La lutte des lads continue

Il y a quatre mois, le 11 octobre, les animateurs du foyer des apprentis jockeys et lads de Maisons-Laffitte se mettaient en grève. Il y a trois semaines ils évacuaient le foyer qu'ils occupaient, avant l'intervention de la police. En partant ils remettaient les clés aux lads et aux apprentis-jockeys et non pas à la direction.

Aujourd'hui, malgré l'avis défavorable de l'inspecteur des lois sociales en agriculture, la société des steeple-chase de France a licencié tous les animateurs, sauf le délégué syndical. L'affaire de Maisons-Laffitte est à la fois le plus beau et le pire des exemples de la répression qui s'abat sur les animateurs socio-culturels. Elle vient après les soixante-dix licenciements à la fédération nationale des foyers ruraux l'année dernière, et les quatre licenciements de militants syndicaux à l'union française des colonies de vacances (U.F.C.V.).

Certes l'enjeu de la lutte de Maisons-Laffitte est la répression qui s'abat sur les animateurs, mais c'est la même répression dont sont victimes les apprentis-jockeys et les lads, à travers leurs conditions de vie et de travail mises en évidence par ce conflit.

Les patrons tenteront tout pour briser ce mouvement. Ils ne peuvent accepter que des lads envisagent de s'organiser pour faire valoir leurs droits. Un dimanche de grève chez les lads et c'est la suppression du tiercé. La disparition de quelques millions de recette.

C'est justement sur les champs de courses que va se poursuivre la lutte. Dimanche prochain les travailleurs doivent se rendre nombreux à Auteuil pour participer à la manifestation sur l'hippodrome même.

La deuxième réplique est la mise en place d'un comité national de soutien, pour lequel le P.S.U. a été le tout premier à donner son accord. La première initiative de ce comité est, par l'intermédiaire d'une commission médicale, d'enquêter sur les accidents du travail, la sécurité, les conditions d'hygiène physique et mentale des lads et des apprentis.

La troisième réplique dépend de chacun des militants révolutionnaires. Elle consiste à populariser à travers le pays l'enjeu de la lutte d'une poignée d'animateurs. Et ce tout particulièrement aux portes des bureaux du P.M.U. □

Manifestation
à l'hippodrome d'Auteuil

ENTREE : A partir de 13 h 30 en payant sa place (0,50 F - 3 F - 5 F). Le regroupement se fera autour des banderoles qui apparaîtront avant la course du tiercé.

L'Unité populaire au pied du mur

Christian Leucate

Au Chili, le temps n'est plus à la célébration du premier anniversaire de l'Unité populaire : ces derniers mois ont vu s'organiser sérieusement les contradictions de l'expérience engagée depuis la fin de 1970 par le gouvernement Allende.

Après les émeutes organisées par l'extrême-droite en novembre dernier, à partir des « beaux quartiers » de Santiago, en exploitant les difficultés de ravitaillement, les forces réactionnaires semblent avoir consolidé leur audience dans les couches moyennes, lors de l'élection partielle du 16 janvier. Faits plus graves : l'impérialisme U.S. développe à grande échelle les repréailles financières et commerciales contre le refus, par le gouvernement chilien, d'indemniser les monopoles de l'industrie du cuivre ; l'opposition démocrate chrétienne a pu contraindre le président Allende de se séparer de son ministre de l'Intérieur, accusé de non-respect des règles constitutionnelles en matière de nationalisations.

Dans le même temps, une très sérieuse mise en garde était adressée à l'Unité populaire par le M.I.R. Le 1^{er} novembre 1971, son secrétaire général, Miquel Enriquez, devait notamment déclarer : « Le gouvernement d'Unité populaire n'a pas construit autour de lui la force de masse nécessaire pour abattre et transformer les institutions qui freinent le processus révolutionnaire et, par conséquent, il a dû céder plus d'une fois au chantage. Cela l'a progressivement affaibli et cela ne diminue pas l'agressivité des classes dominantes, au contraire... »

Dans une situation aussi délicate, la parution du « Pari chilien » (1) incite très utilement à méditer quelques leçons stratégiques et en dépassant les simplifications qui prévalent le plus souvent en cette matière.

La première erreur consisterait à débattre abstraitement des « voies vers le socialisme » en se contentant d'une rapide analogie entre unité populaire et union de la gauche à la française.

Certes la vie politique apparente, autorise quelques rapprochements : le Chili n'est pas un pays de « gorilles » et a déjà une longue pratique des institutions et des valeurs républicaines bourgeoises. Le personnel politique et militaire y est généralement respectueux du « droit démocratique » et ce n'est qu'exceptionnellement que la classe dominante a recouru à des solutions de force pour défendre ses intérêts politiques. D'autre part, le mouvement ouvrier réformiste est solidement organisé et implanté : un P.C. puissant, un P.S. combatif, une organisation syndicale, la C.U.T., qui dispose d'une audience de masse et qui n'a pas connu les manipulations corporatistes fascisantes du syndicalisme brésilien ou argentin...

Mais ce développement exceptionnel en Amérique latine de la superstructure démocratique masque pour partie les conditions réelles de la lutte de classes. Le rôle politique joué par les classes moyennes et leur idéologie libérale républicaine exprime en fait la faiblesse objective de la bourgeoisie nationale au Chili. Celle-ci est, dans le continent sud-américain, l'une de celles dont la base économique est la plus étroite. L'arriération des structures agraires et le très bas niveau de vie des masses paysannes a longtemps constitué une entrave au développement du marché intérieur et de la production industrielle. L'économie chilienne est ainsi restée concentrée dans quelques secteurs primaires (mines de cuivre principalement), totalement dépendants de l'exportation et placés sous la coupe directe des monopoles nord-américains. Cette écono-

mie totalement dominée et désarticulée par l'impérialisme entretient dans le chômage et la misère la grande masse des populations rurales et urbaines.

C'est ainsi que jusque dans les années 60, aucune des tâches essentielles de la « révolution démocratique bourgeoise » n'avait été accomplie au Chili : Restaient pleinement à l'ordre du jour, la « question agraire » comme la « question nationale » (au moins du point de vue du contrôle des ressources économiques). La tentative du régime démocrate-chrétien de Eduardo Frei (1964-1970) pour jeter les bases d'un développement capitaliste national et d'un réformisme social actif devait s'enliser dans ses propres contradictions sociales : l'incapacité politique de la moyenne bourgeoisie moderniste ou nationaliste à nouer une alliance populaire durable et à s'émanciper réellement de ses liens avec les secteurs de la bourgeoisie représentatifs des intérêts agrariens traditionnels ou de l'impérialisme.

La lutte de classe a donc des enjeux immédiats très différents au Chili et dans les bastions impérialistes d'Europe occidentale :

— Des tâches « démocratiques » et « nationales » y restent à accomplir pour toute « révolution » quelle qu'en soit la nature de classe (progressisme bourgeois ou révolution prolétarienne).

— Il y a objectivement — mais au seul niveau de la lutte antilatifundiaire et anti-impérialiste — une convergence d'intérêts immédiats entre l'ensemble des couches populaires et les secteurs de la bourgeoisie attachés — économiquement ou idéologiquement — à la mise en valeur sur une base nationale des ressources et de l'industrie chilienne.

C'est à cette situation précise que l'Unité populaire entend donner sa réponse stratégique : l'union la plus

large des couches sociales progressistes contre l'impérialisme et la bourgeoisie réactionnaire.

Limites et contradictions...

La seconde erreur serait de mesurer le réalisme d'un tel projet par une analyse purement tactique du rapport de forces entre l'U.P. et la droite chilienne.



Il ne suffit pas de constater que, par les élections, « le peuple, a pris le gouvernement mais pas le pouvoir » et que la réaction contrôle l'essentiel de la presse, de l'université, de l'appareil judiciaire et parlementaire... Il ne suffit pas non plus de rappeler qu'avec la complicité évidente des Etats-Unis et de la démocratie chrétienne, la droite organise le sabotage économique et se prépare au coup d'Etat. Il ne suffit pas même de reconnaître, avec le P.S. et le P.C. chiliens, que « sous une forme ou sous une autre, l'affrontement avec la réaction, s'il n'a pas encore eu lieu, est à terme inévitable ».

Car la question centrale reste : comment l'U.P. se prépare-t-elle et prépare-t-elle les masses chiliennes à un tel affrontement ? Que peut-elle faire d'une telle situation. Tenter d'y répondre, c'est montrer combien, au moins autant qu'au « péril extérieur », les risques principaux de l'expérience chilienne tiennent aux limites et aux contradictions stratégiques de l'Unité populaire elle-même :

• Le programme de l'Unité populaire s'est assigné un objectif à la fois gigantesque et limité : « Commencer la construction du socialisme, cela signifie d'abord en finir avec la domination de l'impérialisme, des monopoles et de l'oligarchie financière ». Conçues comme « ouvrant la voie au socialisme » la réforme agraire et les nationalisations constituent de fait l'application conséquente des promesses réformistes que la démocratie chrétienne avait été dans l'incapacité de réaliser effectivement. Comme le dit excellemment Rossana Rossanda, l'ambition actuelle de l'U.P. n'est que d'opérer « un grand déplacement des leviers de commande du capital privé et impérialiste vers le capital public et réformiste ». La véritable nouveauté crée par rapport au réformisme de Eduardo Frei est donc d'ordre politique : avec l'U.P., la rupture est consommée entre la bourgeoisie traditionnelle et monopoliste d'une part, les secteurs progressistes des classes moyennes et la bourgeoisie industrielle des petites

entreprises nationales d'autre part. Pour autant, le « bloc au pouvoir » reste très hétérogène dans sa nature de classe. L'hégémonie idéologique et politique des couches populaires (prolétariat industriel, paysans pauvres) n'est en aucune manière assurée au sein d'une coalition dominée par les appareils des partis ouvriers.

C'est qu'il s'agit, une fois de plus au Chili, de la mise en œuvre du vieux schéma stratégique de la III^e inter-

nationale stalinienne : la « révolution par étapes ». Pourtant dès 1967, le M.I.R. en contestait le fondement même : « Nous rejetons la théorie des étapes qui établit de manière erronée qu'il faut d'abord passer par une phase démocratique-bourgeoise sous la conduite de la bourgeoisie industrielle, avant que le prolétariat ne prenne le pouvoir. Nous combattons toutes les formules qui alimentent l'illusion d'une bourgeoisie progressiste et encouragent la collaboration de classes. Nous affirmons que la seule classe capable de mener à bien les tâches « démocratiques » dans l'optique d'une orientation socialiste est le prolétariat à la tête des paysans et des classes moyennes prolétarisées. »

...de « la révolution par étapes »

Malgré le soutien tactique du M.I.R., les contradictions actuelles de l'Unité populaire soulignent qu'un tel avertissement n'était pas sans objet. Il devient de plus en plus incertain que l'U.P., sur ses bases politiques et sociales actuelles, puisse réaliser ces deux conditions indispensables à tout passage à la révolution socialiste :

1. consolider définitivement les acquis actuels contre la contre-offensive des monopoles impérialistes ;

2. assurer, en son propre sein, l'hégémonie politique effective des couches prolétariennes.

Alors que l'application même du programme de l'U.P. conduit nécessairement au durcissement politique de la droite, alors que les difficultés économiques s'accumulent, l'issue révolutionnaire ne peut se trouver que dans une large mobilisation populaire, se faisant dès maintenant sur les objectifs de la transformation socialiste et se donnant effectivement tous les moyens idéologiques, politiques, militaires de l'affrontement avec la bourgeoisie.

Mais l'enracinement réformiste des partis de l'U.P. et les conditions de l'alliance politique entre moyenne bourgeoisie et classes populaires interdi-

sent de fait à la coalition actuelle de s'engager à fond dans une telle voie : Au plan économique, l'U.P. entend respecter — sauf pour le cuivre — le principe bourgeois d'indemnisation des propriétaires privés touchés par les mesures de nationalisation ou de réforme agraire. D'autre part, en raison de sa base de classe, le régime doit respecter le niveau de vie des couches moyennes urbaines et les intérêts du petit patronat industriel. Aussi le secteur public fonctionne-t-il toujours comme un capitalisme d'Etat, tenu à prélever une forte plus-value sur la classe ouvrière et à maintenir des conditions de travail et de rémunération très strictes. En fait, l'objectif prioritaire reste « la bataille de la production » et celle-ci interdit d'entreprendre dès maintenant la transformation révolutionnaire des rapports de production : l'organisation et la division concrètes du travail ne changent ni dans le secteur privé ni dans le secteur public, même si dans ce dernier s'applique un assez vague principe de « participation ouvrière ». Le personnel d'encadrement et les sections de la C.U.T. sont d'ailleurs, dans bien des cas, amenés à jouer un rôle direct de discipline sur les salariés.

● Or un semblable blocage est sensible au niveau politique. Les « garanties constitutionnelles » qu'Allende a dû concéder à la démocratie chrétienne

qui permettent à la fois de construire un front de classe contre les ripostes de la réaction et d'assurer la radicalisation permanente de l'évolution en cours. La politique semi-répressive de l'U.P. à l'égard des occupations illégales de terres ou de logements, traduit sans doute des précautions tactiques légitimes (« éviter les provocations face à la droite ») ; elle reflète aussi une hésitation beaucoup plus profonde à accepter l'irruption effective des masses populaires sur la scène politique.

Fascisme, populisme ou dictature du prolétariat ?

De ce point de vue, lorsque Allende espère ingénument « faire l'économie de la dictature du prolétariat », il n'est pas loin de retomber dans l'illusion idéaliste d'une « troisième voie entre capitalisme et communisme » (cf. Eduardo Frei). Il est désormais clair que le problème principal que pose le « pari chilien » n'est pas tant que l'U.P. ait « pris le gouvernement » par la voie électorale mais plutôt que sa base de classe, le légalisme et l'économisme qui caractérisent sa politique actuelle, lui rendent quasi impossible aujourd'hui de prendre la tête d'un mouvement qui pourrait conduire



tienne pour accéder au pouvoir, ainsi que les conceptions légalistes propres à la coalition gouvernementale s'opposent en fait à toute destruction des formes bourgeoises de l'appareil d'Etat : armée, université, appareil judiciaire, etc. En cela, non seulement le régime ménage des bastions tenus par la droite, mais il s'interdit aussi les seuls moyens qui permettraient l'émergence d'un réel pouvoir prolétarien. Les réformes ont toujours été octroyées sur un mode technocratique et paternaliste ; elles ne sont jamais utilisées comme l'enjeu et le moyen de la mobilisation ouvrière et paysanne. C'est bien là qu'apparaît le plus clairement la contradiction stratégique entre l'U.P. et le M.I.R. pour qui toutes les aspirations élémentaires des masses (la terre, le logement, le contrôle de l'appareil productif...) doivent pouvoir s'exprimer et s'organiser dans des mouvements, légaux ou illégaux,

effectivement à la prise du pouvoir des masses ouvrières et paysannes.

Le M.I.R., et certains des militants radicalisés de l'U.P., n'ont donc pas tort de souligner que la révolution chilienne reste entièrement à faire et que la seule alternative historique est pour le Chili actuel « entre fascisme et socialisme ». A condition de préciser que le choix entre ces deux termes pourrait bien être différé par l'enlèvement de l'U.P. elle-même dans le réformisme ou le populisme bourgeois. A condition de rappeler que si les enjeux de la lutte de classes n'ont jamais été plus pressants et décisifs que dans la situation actuelle du Chili, cette lutte de classes traverse aussi les couches sociales et les forces politiques qui soutiennent encore l'Unité populaire.

(1) Par Catherine Lamour (Stock, janvier 1972).

L'action de l'Unité populaire

● La réforme agraire

Elle est réalisée en application d'une loi datant de Frei. Ce dernier, dans l'optique du réformisme bourgeois, entendait lutter contre la grande propriété improductive (latifundium) pour moderniser l'agriculture et élever le niveau de vie rural. Il s'agissait surtout de créer une classe moyenne de petits propriétaires exploitants individuels, base d'appui politique pour la Démocratie chrétienne et marché de consommation pour le développement industriel national. L'application de la réforme agraire, très prudente face aux résistances des agrariens, avait conduit à une aggravation des contradictions de classes au sein même de la paysannerie entre salariés agricoles, bénéficiaires individuels de la réforme, paysans sans terre (indiens Mapuche notamment).

L'Unité populaire, interprétant de façon très large les dispositions de la loi de 1965, a pu accélérer le rythme des redistributions (plus de 2,5 millions d'ha en un an). En outre le bénéfice de la réforme n'est plus limité aux anciens travailleurs des fundos (domaines) et l'on s'oriente vers la constitution de vastes unités de production gérées par des directions élues. Le principe de l'indemnisation intégrale des anciens propriétaires n'est cependant pas remis en cause par l'U.P. pas plus que le caractère administratif des opérations de redistribution : A partir d'août 1971, les fundos occupés illégalement par les paysans ont été évacués par les forces de l'ordre...

● Les nationalisations

Elles sont effectuées, en vertu d'une loi remontant à 1932. Une réforme constitutionnelle a été nécessaire (en juillet 1971) pour permettre à l'U.P. de nationaliser les grands gisements miniers. Le secteur public cuivre, en outre le domaine de l'énergie, des banques, des télécommunications, des textiles, des cimenteries...

L'objectif est de mettre sous tutelle étatique les secteurs clefs de l'économie nationale. Toutes les expropriations donnent lieu à indemnisation. La seule exception — elle est de taille — concerne l'industrie du cuivre qui représente 65 % des ressources en devises du Chili et qui, malgré les proclamations démagogiques du régime Frei en faveur de la « chilianisation du cuivre » restait contrôlée par deux trusts nord-américains : Anaconda et Kennecott. Sous la pression du M.I.R. et à l'initiative du P.S., les indemnités ont été totalement dégrévées du montant des « bénéfices excessifs » réalisés par les compagnies.

Le secteur des activités nationales non monopolistes n'a pas été affecté par les mesures de l'Unité populaire. La Démocratie chrétienne a mené une bataille parlementaire serrée pour limiter strictement « l'aire sociale » — où les nationalisations restent possibles — et à réserver les autres secteurs à la seule « libre entreprise ».

● Les mesures sociales

Elles se sont traduites en particulier par un relèvement de 35 % du pouvoir d'achat (en fait très inégalement partagé entre les secteurs publics et privés et entre les diverses catégories de salariés) et par la mise en œuvre d'un plan de socialisation de la médecine et d'un programme massif de construction de logements. La Chambre nationale de la Construction, contrôlée par la Démocratie chrétienne sabote très efficacement ce dernier projet...

A lire

- Catherine Lamour, Le Pari chilien (Stock 1972). Enquête récente sur la situation au Chili. On trouvera notamment une bonne analyse des thèses du M.I.R. et une présentation détaillée des diverses forces politiques.
- Régis Debray, Entretiens avec Allende sur la situation au Chili. (Maspero 1971). Avec une analyse très éclairante du développement de la lutte de classes au Chili.
- Rossana Rossanda, Chili an I (Temps Moderne, janvier 1972). Traduction d'une série d'articles parus dans « Il Manifesto » à la fin de 1971.
- Chili de l'Unité populaire (Editions sociales 1971). Un recueil d'images pieuses, entrecoupées de mensonges non moins pieux, illustrant dans le style P.C.F. la thèse du « passage pacifique au socialisme »...
- Pierre Delain, Où va l'expérience chilienne. (Critique socialiste, n° 6)
- Le Chili à la croisée des chemins. (L'outil n° 2, décembre 1971.)
- On rappellera en outre qu'une brochure, issue des travaux de la commission internationale, Chili, voie électorale et ou lutte armée, doit paraître incessamment aux Editions Syros ; panorama historique et économique, analyse de la formation sociale et des forces politiques, bilan de la première année de gouvernement d'U.P., enfin les diverses stratégies en présence, tels sont les grands thèmes abordés dans cette publication.

La conférence de Versailles sur l'Indochine

Jean Mendelson

L'Assemblée Mondiale de Paris pour la paix et l'indépendance des peuples d'Indochine, s'est tenue à Paris du 11 au 13 février. Le P.S.U. avait refusé de participer au cartel des organisations françaises appelant à cette Conférence, à cause de l'exclusive maintenue contre le Front solidaire Indochine par le P.C.F. Il était cependant représenté par des délégués à Versailles, ayant jusqu'à présent toujours participé à la « Conférence de Stockholm sur le Vietnam », co-organisatrice de l'Assemblée de Paris.

A l'heure où l'administration Nixon s'est lancée dans une vaste entreprise de tromperie de l'opinion mondiale, cette Assemblée pouvait avoir une importance particulière : le délégué U.S. aux conversations de l'avenue Kléber ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Il a prétexté cette réunion pour suspendre ces conversations. De fait, le nombre des délégations démontre que cette conférence répondait à une nécessité. On remarquait notamment l'importance des délégations des Etats-Unis, du Japon, d'Amérique latine (le général Torrès, ex-président bolivien ; Chedi Jagan, ex-premier ministre de Guyana ; le député communiste chilien Volodia Teitelbaum ; Melba Hernandez, combattante de la Moncada, à la tête de la délégation cubaine ; le secrétaire général du P.C. de Saint-Domingue, etc.). L'élargissement politique de l'Assemblée a été symbolisé par la présence d'un industriel israélien et par celle des groupes chinois de Suède... ce qui rendait encore plus injustifiée l'absence du F.S.I.

Le problème de l'unité d'action pour l'Indochine a été soulevé par de nombreux délégués dans la commission d'action, notamment par notre camarade Cl. Bourdet au nom du Mouvement international pour le désarmement.

La commission politique a montré la convergence des analyses concernant les dernières « ouvertures » de Nixon.

La résolution finale réaffirme le soutien aux sept points du G.R.P. du Sud-Vietnam (1^{er} juillet 1971), ainsi qu'aux cinq points du Front patriotique Lao. Mais le point le plus délicat de l'Assemblée était posé par le Cambodge et par l'attitude très ferme adoptée par Thieu et par l'attitude très ferme adoptée par Thieu, ministre du gouvernement royal d'Union nationale (G.R.U.N.C.), dirigé par Norodom Sihanouk : dans son discours, le délégué khmer a insisté sur l'appui qu'apportaient au G.R.U.N.C., outre ses alliés indochinois, Cuba, la Corée, la Roumanie, l'Albanie et la Chine, et s'est adressé aux délégués soviétiques et à leurs alliés : « Notre peuple ne comprend pas que des pays non inféodés à l'impérialisme américain n'aient pas encore apporté leur reconnaissance au G.R.U.N.C. ». Puis, il a réclamé la fin de l'aide que certains pays (en Europe de l'Est et ailleurs) continuent à apporter aux fantoches de Phnom-Penh, et est une nouvelle fois intervenu en commission politique en s'appuyant sur le discours de Georges Marchais qui réclamait, au nom du P.C.F., la reconnaissance du G.R.U.N.C. par la France.

Dans ces conditions, le résultat des débats ne pouvait être que positif : la résolution, votée à l'unanimité, réclame la fin de la guerre aérienne et le retrait total, rapide et inconditionnel des troupes U.S. du Vietnam, la démission immédiate de Thieu et des élections libres et démocratiques au Sud-Vietnam, ainsi que le cessez-le-feu au Laos, première condition d'une négociation entre les parties lao. Mais, sur le Cambodge, la formule retenue est soigneusement pesée : l'appui aux cinq points de N. Sihanouk, proclamés le 23 mars 1970 à Pékin, est réaffirmé. « Le seul gouvernement légal y est-il notamment dit, qui représente authentiquement le peuple cambodgien est le G.R.U.N.C., qu'il serait souhaitable de voir reconnu universellement. » La Conférence « souhaite », elle ne « réclame » pas.

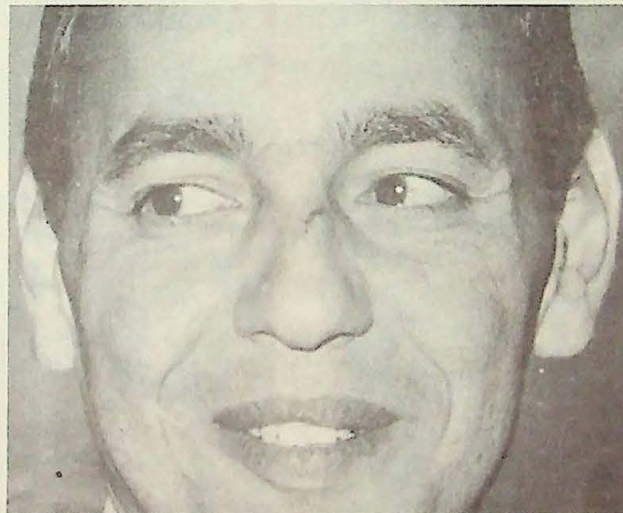


La commission d'action pour sa part est allée plus loin : « Les participants à l'Assemblée s'efforceront d'exercer une pression sur les gouvernements de leurs pays afin d'obtenir la reconnaissance de la R.D.V.N., du G.R.P. du Sud-Vietnam et du G.R.U.N.C., ainsi que la cessation de tous les soutiens que certains pays accordent encore aux gouvernements fantoches. » On attend avec impatience le résultat de ces pressions sur la plupart des gouvernements d'Europe de l'Est, qui sont concernés par ce texte. Le P.S.U., quant à lui, est prêt à prendre ses responsabilités et, en tant que signataire de la résolution de Versailles, à réclamer au gouvernement français la reconnaissance du G.R.U.N.C.

Maroc

Hassan assassin !

François Della-Sudda



La mise en liberté des ministres accusés de concussion et de détournement de fonds et l'annonce du procès des militants arrêtés en juin 1971 pour leur soutien aux inculpés de Marrakech montrent que Oufkir-Hassan, avocats de la moralité publique et du libéralisme politique ont très vite retrouvé leur rôle de procureurs corrompus.

Grâce à des différends idéologiques et techniques entre les conjurés, leur régime avait survécu au coup d'Etat du 10 juillet mais, pour protéger sa convalescence, il avait entamé des négociations avec l'opposition rituelle — celle de l'Istiqlal et de l'U.N.F.P. regroupées dans le mouvement réformiste Koutla Watania —, rendu, dans le procès de Marrakech un verdict nuancé, libéré les militants qui soutenaient publiquement les accusés du complot dit de « l'U.N.F.P. »... et fait mettre en prison quelques ministres et notables « malhonnêtes ».

Aujourd'hui, le régime retrouve toute sa force criminelle et répressive :

— Arrestations de paysans à Tasal-tant et de dirigeants de l'U.N.E.M. à Rabat et Casablanca ;

— Condamnation à huit mois de prison

ferme de Bourkia, membre du P.L.S. (ex-P.C.M.) ;

— Brutalités policières qui provoquent des blessés graves parmi les lycéens de Casablanca ;

— Multiplication des séquestrations et des enlèvements dont les plus récents datent de la semaine dernière : Derkaoui (professeur), Laabi (professeur, directeur de la revue « Souffles »), Pascond (professeur à l'institut agronomique de Rabat et à l'école d'agriculture de Meknès), Serfati (ingénieur des mines, professeur à l'école supérieure d'ingénieurs de Rabat) ont disparu, « emmenés » par des éléments de la police sans qu'on sache ni les raisons de ce rapt, ni la destination des ravisseurs.

C'est le retour à la « normale », célébré à Rabat par le procès à grand spectacle des militantes emprisonnées après Skhirat. Rien de surprenant. Qui pouvait croire à la « conversion » de la clique Oufkir-Hassan, sinon la bourgeoisie qui se présente régulièrement comme l'alternative démocratique, opposition de droit, naturelle, etc... héréditaire et s'est prêtée une fois encore à tous les compromis pour l'exercice du pouvoir. Elle vient de subir un échec de plus et, cette fois, s'est discréditée complètement dans l'opinion.

Ce qui est plus significatif ce sont les multiples exemples d'une conscience politique accrue dans les masses populaires :

— Longues grèves chez les mineurs, les ouvriers du textile et de la métallurgie ;

— Manifestations paysannes ;

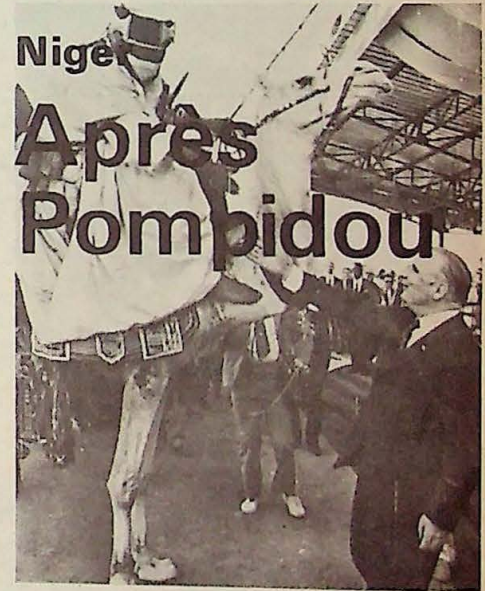
— Révoltes dans les lycées et les universités, qui prennent de l'ampleur après la disparition de plusieurs professeurs, avec des grèves illimitées à Rabat (collège des Orangers et école des ingénieurs) ; et des arrêts de travail dans toutes les facultés.

Partout se popularisent les luttes de la classe ouvrière pour de nouvelles conditions de travail, celles des paysans contre les féodalités, des étudiants ou des lycéens contre l'enseignement de classe. Et se développent différentes formes de soutien à ces luttes.

Nous devons suivre de très près l'évolution de la situation au Maroc, nous préparer à manifester contre les actes de répression et le procès des militants de Marrakech, et à organiser un soutien autre que verbal des camarades du Maroc qui là-bas songent plus que jamais à la constitution d'un parti révolutionnaire.

Niger

Après Pompidou



Depuis le passage de Pompidou, la répression s'accroît à Niamey, la capitale du Niger.

Le samedi 22 janvier 1972, deux jours avant l'arrivée de Pompidou, des tracts hostiles à la politique focardienne de la France jonchèrent les rues, les murs furent barbouillés des slogans « A bas le néo-colonialisme ; libérez les détenus politiques ; Diori démission ; Vive Savaba ; Uranium au Nigériens... ». Des tomates et des mottes de terre furent lancées sur Pompidou alors qu'il traversait la ville.

La police affolée organisa une féroce répression contre les travailleurs et les étudiants. Des centaines de jeunes gens furent arrêtés et affreusement torturés dans les locaux de la police. Les lycées et les collèges furent fermés et les internes expulsés manu militari.

Deux semaines après ces incidents, la chasse à l'homme continue. Cent quinze élèves de l'enseignement secondaire viennent d'être exclus définitivement par un arrêté du ministre de l'Education en date du 2 février, tandis que les écoles étaient toujours fermées, il y a une semaine.

Le bruit des tam-tam et le tumulte des fastes officiels n'étouffent pas la lutte.

Rémy Grillault

Quand la pédagogie redevient subversive

Gérard Féran

La « pédagogie » n'a pas bonne presse chez les militants révolutionnaires. Il est bien connu que tout enseignant qui s'y intéresse est a priori suspect de « réformisme ».

Après Mai-68, la revue « Partisans » devait d'ailleurs consacrer un numéro spécial à la dénonciation de « l'alibi pédagogique » tandis que René Lourau démystifiait lui « l'illusion pédagogique » de ceux qui croyaient un peu trop qu'en changeant les méthodes de travail et les rapports maîtres-élèves, on pourrait transformer la face du monde. Ces critiques étaient, certes, justifiées.

Mais ce qui se passe aujourd'hui prouve que la pratique pédagogique peut être aussi un combat politique. Car contrairement à ce que l'on a pu penser, la transformation des rapports institués dans une classe est difficilement récupérable par le système scolaire et social. Il semble même qu'on la considère aujourd'hui au ministère comme plus dangereuse que les cours sur Althusser ou Mao enseignés par des profs « d'extrême gauche » qui en parlent du haut de leur estrade sans pour autant changer de comportement.

Qu'est-ce qui fait peur au ministère ?

Cela peut paraître paradoxal, car après tout qu'a donc de si dangereux pour l'institution scolaire un livre comme « Libres enfants de Summerhill » de S. Neil qui décrit une école nouvelle anglaise fondée sur la liberté des élèves ?

Et pourtant Neil comme tous les auteurs qui abordent de front le problème et la répression sexuelle à l'école et dans la société (Jules Celma, Wilhelm Reich, etc.), valent aux professeurs qui en parlent ou laissent leurs élèves en parler, les sanctions les plus graves.

En fait ce dont s'effraie le ministère aujourd'hui (et sans doute directement l'Elysée), ce n'est pas tant du contenu de ce genre de livres, que des remises en cause effectives qu'ils provoquent dans les classes. Si Jules Celma a été considéré comme dangereux, ce n'est pas parce qu'il mettait en évidence le rôle de la sexualité dans l'école. Car on en trouve la confirmation dans n'importe quel ouvrage de psychanalyse ou de psychologie de l'enfant. C'est parce qu'il permettait à cette sexualité de s'exprimer. Et il le faisait non pas dans un « laboratoire de recherches », ou une « école nouvelle » contrôlée par le ministè-

re, mais dans une classe d'école primaire comparable à toutes les autres classes.

Françoise Cuglache, elle, bien qu'agré-gée, a été révoquée après avoir proposé à l'inspecteur qui lui demandait un cours, de discuter plutôt avec les élèves de « ses conceptions pédagogiques ».

Mais si elle avait défendu une telle conception de l'inspection dans l'importe quelle copie de « Science de l'éducation » dans une faculté, on l'aurait sans doute félicitée.

Une nouvelle pratique pédagogique

Pourquoi alors une telle répression qui se traduit par la suspension, la mutation, voire la radiation d'un nombre croissant d'enseignants ? Parce que la pratique pédagogique qui entraîne aujourd'hui ces sanctions ne se cantonne plus à une simple rénovation technique des mécanismes de transmission du savoir. Elle n'a pas pour base la « modernisation » de l'école ou la volonté de « faciliter » les rapports enseignants-enseignés sans les remettre en question.

Ce à quoi elle s'attaque en donnant à la collectivité que constitue une classe, la liberté de se forger ses propres objectifs, ses propres institutions, c'est finalement

à la fonction centrale de l'école dans une société capitaliste : **La division sociale et hiérarchique du travail.**

Une pédagogie qui déplace la question du « comment enseigner » et « pourquoi enseigner » ouvre en effet une autre pratique dans la classe, mais aussi une autre pratique politique. Car lorsqu'un professeur dit à ses élèves : Que fait-on ensemble, et non : Comment s'y prendre pour faire le mieux possible ce que l'on nous demande, que se passe-t-il ? Il se passe que ce sont peu à peu l'ensemble des objectifs que le système assigne à l'école par ses programmes, ses méthodes de travail, sa négation du jeu et de la liberté qui vont se trouver remis en question. Et du coup « la pédagogie » ne peut plus se limiter à des réformes sympathiques mais parfaitement récupérables dans une stratégie de modernisation de l'école. Elle devient « institutionnelle » c'est-à-dire qu'elle touche directement à l'ensemble des institutions scolaires et sociales.

La bataille sur ce terrain, la solidarité avec les enseignants sanctionnés, la généralisation des pratiques qui provoquent aujourd'hui une crise du système scolaire secondaire constituent donc aujourd'hui pour nous des objectifs extrêmement importants. □

CFPM en lutte

Jean-Louis Auduc

Après le numerus clausus en médecine ; après les projets avortés des I.T.F.P. (Instituts techniques de formation des professeurs) Guichard poursuit sa politique de sélection dans l'université.

Aujourd'hui, il s'agit du projet des C.F.P.M. (Centre de formation professionnelle des maîtres).

Ce projet vise à poursuivre la politique de rentabilisation et de normalisation à l'université.

Il instaure une nouvelle barrière de sélection par la mise en place d'un concours d'entrée au C.F.P.M. à la fin du premier cycle.

Par ce concours, il élimine 80 % des étudiants obligés de se réorienter vers les cycles courts (I.U.T., etc.), ou à devenir maître-auxiliaire, c'est-à-dire soumis à toutes les possibilités de répression dans l'université.

Ainsi donc, au moment où une partie du corps enseignant du secondaire réagit contre la situation qui lui est faite, où les M.A. entament des luttes, où les lycéens refusent massivement l'enseignement qui leur est donné, Guichard veut transformer le mode de recrutement des enseignants.

Il ne s'agit pas d'une quelconque réforme technique ou pédagogique, comme on a pu le dire, mais d'un projet calculé, visant en

même temps à faire des enseignants dociles partant d'un « moule pédagogique (les C.F.P.M.) et à mettre des enseignants (les M.A.) en position instable, donc en position plus difficile pour la lutte.

C'est contre ce projet que les étudiants ont depuis le début de février engagé la lutte à Paris et en province :

A Reims : Séquestration du préfet et du recteur pour leur demander des explications, suivie de l'occupation de la faculté par la police ;

A Limoges : Grève totale de l'université ;

A Nanterre : Grève de la fac de lettres depuis le 9 février ;

A Censier : Deux assemblées générales de plus de 500 étudiants ; une manifestation de rue le vendredi 4 février.

Des A.G. à Jussieu et à Orsay. Une assemblée générale de plus de 1.000 étudiants s'est réunie le vendredi 11 février à la Halle aux Vins, à l'appel de l'ensemble des comités provisoires de facs et de l'ensemble des organisations d'extrême gauche.

Les mots d'ordre qui sont mis en avant au cours de ces assemblées générales, et qui sont soutenus par les étudiants du P.S.U., lient bien évidemment le projet des C.F.P.M. à l'ensemble du processus de sélection dans l'université :

— Non au C.F.P.M. ;

Rappels et informations

T.S. Ecole

Rappel : De nombreux militants nous ont déjà donné leur accord pour participer à la rédaction du numéro spécial de « T.S. » sur l'école. Ils recevront incessamment le projet de plan de ce numéro. Nous demandons aux autres camarades intéressés par ce projet de nous le signaler très rapidement.

Dates à retenir

Jeudi 2 mars 14 h 20, rue Borromée :

Réunion des enseignants de la région parisienne : **Objet : Intervention des militants du P.S.U. contre la campagne de répression dans le secondaire sur le plan pédagogique et politique.**
Jeudi 2 mars, 20 h 30.

Assemblée générale des étudiants et professeurs du P.S.U.

Lutte contre le projet des C.F.P.M.
Interventions sur les luttes internationales.
Lutte contre la répression dans les universités.

— Lutte contre la sélection sous toutes ses formes ;

— A bas les concours sélectifs (Agrég., C.A.P.E.S.) ;

— Mode unique de recrutement des enseignants ;

— Pour la titularisation des maîtres-auxiliaires ;

— Contre toute répression dans l'Education nationale.

Ce qui ne veut, bien évidemment, pas dire que nous soutenons le système actuel des I.P.E.S.

Ce sont sur ces mots d'ordre que l'ensemble des étudiants présents à l'A.G. ont défilé au Quartier latin.

Scandant « A bas l'école des flics et patrons » et « Hiérarchie, chômage, sélection, y'en a marre », les manifestants ont manifesté jusqu'à Censier et se sont dispersés.

Les étudiants du P.S.U. sont bien entendu partie prenante de cette lutte. Ils soutiennent toutes les formes d'action y compris jusqu'à la manifestation centrale de rue fin février.

Une action comme celle des C.F.P.M. peut permettre au mouvement étudiant de reprendre sa place entière dans le champ de la lutte de classes.

La bataille politique y est donc importante. □

A paraître en mars 1972

Yvan Craipeau
**LE MOUVEMENT
TROTSKYSTE
EN FRANCE**

Des origines aux enseignements de Mai 68

Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans les trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque.

Jusqu'au 15 mars, ce livre peut être commandé en souscription aux
**EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée-Paris 15°,
C.C.P. 19 706 28, Paris.**

Prix de vente public : 18 F — En souscription : 15 F
En souscription par 10 exemplaires 12 F



Dans la lutte de classes

La rencontre nationale « femmes » qui s'est tenue au siège du Parti les 5 et 6 février dernier a démarré ses discussions par la projection du film de Karmitz « Coup pour coup ». Cela a permis de clarifier dès le début le sens des discussions, montrant aux camarades qui avaient peu d'expérience la juste ligne du combat avec les femmes de la classe ouvrière contre la double condition qui leur est imposée de femme et de travailleuse. Pour les femmes qui avaient déjà animé des luttes de femmes, le film représente un outil militant important pour la prise de conscience des travailleuses : contrôle ouvrier imposé « coup par coup », démocratie prolétarienne par la prise de décisions, collectivement (1).

Les différents rapports régionaux des déléguées ont montré la réalité vivante et militante de ce secteur du Parti : seules deux des dix-sept régions n'avaient pas de déléguées (Pays de Loire et Poitou-Charente). Ils ont montré également que cette rencontre nationale était bien nécessaire. La majorité des groupes piétinaient, n'ayant pas encore confronté largement leurs expériences.

Les déléguées se sont réparties dans cinq commissions. Leurs travaux ont consisté en des analyses simples suivies de mots d'ordre et de moyens d'action. Nous essayons ici de les résumer.

Commission emploi

a) **Formation** : formation professionnelle pendant le temps de travail. Mixité effective à tous les niveaux. Abolition de la notion de « carrières féminines ». Lutter contre la ségrégation (inscription des filles dans toutes les sections des

C.E.T.). Susciter des groupes de réflexion sur ces thèmes.

b) **Embauche** : pas de discrimination. Embauche selon la qualification réelle.

c) **Salaires** : à travail égal, salaire égal. Détruire la notion de salaire d'appoint. Pour un statut unique.

d) **Conditions de travail** : contre les cadences abrutissantes : Horaires 3 X 8 qui brisent la vie du couple.

e) **Contre les « solutions » individuelles** (mi-temps, à la carte, travail noir, auxiliaires et temporaires, intérimaires, etc.) : ces solutions doivent être combattues vigoureusement car elles perpétuent la division du travail homme-femme, maintiennent la notion de salaires d'appoint, dispensent le capitalisme de mettre en place les équipements collectifs nécessaires.

f) **Licenciements** : bataille idéologique contre la notion de « salaires d'appoint » pour unifier la lutte sur les licenciements.

g) **Répression** (petites entreprises, secteurs en régression à majorité féminine...) : faire une enquête pour trouver les thèmes d'élargissement de la révolte dans l'entreprise ; sensibiliser les femmes au niveau des quartiers.

Commission « image de la femme dans la société »

a) **Dans le Parti** : imposer dans les sections et groupes un débat sur la famille. Selon les situations, il y aura lieu de faire précéder ce débat d'une clarification entre femmes d'abord.

b) **A l'extérieur** :

— Démystifier l'image de la femme que donne la presse bourgeoise, par des actions concrètes

et suivies (Fête des mères, crèches, etc.) ;

— Montrer les limites de la lutte pour que la femme travaille ; ce n'est qu'une étape vers la libération totale qui ne peut être obtenue que par la révolution socialiste ;

— Populariser cette lutte contre l'image bourgeoise de la femme.

Commission « crèches, maternelles »

a) **Crèche** : ce doit être un service public, gratuit : organiser des actions collectives, exiger un contenu éducatif, des infirmeries dans les crèches, la mixité du personnel, tenir compte des revendications de celui-ci.

b) **Maternelles** : mêmes revendications.

c) Proposer des centres de la petite enfance (crèche - maternelle).

Commission « contraception avortement »

Lutter pour une information contraceptive dans les services de maternité, de gynécologie et de P.M.I. (Protection maternelle et infantile).

Sensibiliser les enseignants, les travailleurs sociaux pour qu'ils inté-

grent dans leurs activités l'éducation de la sexualité.

Utiliser le planning familial pour faire avancer nos objectifs.

Solidarité avec les victimes de la répression (avortements, surveillance « flicquée » des grossesses...). Bien entendu, nous ne défendons pas ceux pour qui l'avortement est une source de profit.

Avortement libre, c'est-à-dire au choix de la femme, et gratuit. Mais ce n'est là qu'un palliatif.

Commission organisation

Le texte proposé ainsi que le débat qui a suivi ont été peu clairs. Les décisions organisationnelles sont renvoyées aux assises. Deux positions, en effet, s'affrontent sur les rôles respectifs des militantes dans le mouvement de masse « femme » et dans le secteur femme du Parti. La majorité des déléguées estime important d'être militantes actives dans les mouvements de masse « femme », de travailler à leur unification sans pour autant négliger la confrontation des expériences au sein du Parti.

(1) Voir rubrique « Cinéma », T.S. N° 525 du 10 février. On peut écrire à la commission femmes pour une éventuelle diffusion militante du film ou un débat avec ses auteurs.

THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE
TNP
Direction Georges Wilson
SALLE GEMIER
à partir du 19 février
marchands de ville
création du Théâtre de
L'AQUARIUM
Places : 11 F.
Loc. aux caisses
et 553-27-79

THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE
TNP
arrabal
BELLA CIAO
La Guerre de Mille Ans
à partir du 25
(grande salle)
Places : 5 F, 9 F, 11 F. Location par téléph. 553-27-79

Nul n'est censé connaître la loi

Patrick Gancel

Notre camarade René Cruse, qui est aussi secrétaire général du Mouvement international de la Réconciliation, membre du Comité national du Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (M.D.P.L.), a été inculpé pour avoir fait connaître le statut des objecteurs de conscience. Il tombait sous le coup de l'article 50 de la loi du 12 juin 1971 :

« Est interdite toute propagande, sous quelque forme que ce soit, tendant à inciter autrui à bénéficier des dispositions de la présente section dans le but de se soustraire aux obligations militaires. »

« Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 400 francs à 10.000 francs. »

C'était à Rennes. En décembre 1971, Debré le fait inculper ; depuis le pouvoir se tait et semble embarrassé. René Cruse, pour sa part, réclame de passer en justice afin d'attaquer publiquement l'armée capitaliste.

Tous les jours, en effet, l'armée réprime et la justice l'assiste dans sa besogne : le 1^{er} mars prochain, à Montluçon, se déroulera le procès d'un groupe de militants qui voulaient fonder un comité de soutien aux objecteurs.

A partir du problème soulevé par l'inculpation de René Cruse et par l'accroissement de la répression dans l'armée française d'aujourd'hui, un certain nombre de personnalités ont pris l'initiative de publier un texte de dénonciation de cette répression et de soutien aux militants et individus réprimés.

Ce texte est signé par les responsables du P.S.U., de la Ligue communiste, d'Objectif socialiste et par plus de cent vingt personnalités, dont : Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, Jean Cardonnel, Georges Cazalis, Jean Chesneaux, Bernard Clavel, René Dumont, Henri Gougau, Alexandre Grothendieck, Pierre Hallwachs, Alain Jaubert, André Laudouze, Jean-Paul Sartre et François Truffaut.

Il nous semble que ce texte prend toute son importance comme élément déterminant de la lutte qui se mène actuellement contre l'armée bourgeoise : solidarité effective avec les objecteurs qui sont réprimés et avec ceux qui, dans l'armée, sont en butte aux pressions diverses et refusent le rôle qu'on veut leur faire jouer.

L'armée face à la population

Des faits graves concernant les rapports de l'armée et de la population se multiplient à l'heure actuelle :

- De plus en plus, l'armée française est une briseuse de jeunes ; elle cherche à conditionner et à asservir « les esprits malléables » (selon la formule du général Vanuxem), en réprimant avec brutalité ceux qui résistent et en envoyant les irréductibles dans les bagnes de Fort Aiton et de la C.I.L.A. (Djibouti).

- Vingt-cinq ans après la deuxième guerre mondiale, il n'est plus honteux d'utiliser la torture puisque certains militaires comme le général Massu s'en vantent et la justifient avec la bienveillante complicité du pouvoir.

- L'armée française est un instrument au service d'une classe privilégiée, et à ce titre elle est souvent utilisée pour briser les grèves (métro, éboueurs, etc.). C'est ainsi qu'elle prépare activement la répression de mouvements populaires éventuels.

- Au Larzac, en Bretagne, au Plateau d'Albion et ailleurs, l'extension des camps militaires, des bases de fusées et de sous-marins atomiques se traduit par le chômage, l'exode et la misère des populations expropriées et spoliées.

- L'armée est un instrument de l'impérialisme français au Tchad, à Madagascar et dans les départements et territoires d'Outre-mer notamment.

- Le commerce des armes, en particulier avec les gouvernements du tiers monde ou les gouvernements fascistes d'Espagne, de Grèce, du Portugal ou d'Afrique du Sud, renforce les régimes d'oppression, enrichit fabricants et trafiquants (Dassault...) et favorise dans le monde l'exploitation et la répression sanglante des peuples.

AUJOURD'HUI, à l'initiative des forces politiques et financières attachées à la défense de l'armée, et notamment à l'initiative du ministre d'Etat chargé de la Défense nationale, on assiste à une vague de répression intolérable :

- les procès de Bressuire et de Poitiers ; les poursuites engagées contre René Cruse, contre le journal « Fais pas le Zouave », contre 25 autres militants pour avoir publiquement incité au refus du service militaire en diffusant la loi de 1963 (concernant les objecteurs de conscience) ;

- les lourdes peines d'emprisonnement infligées à Devaux, Trouilleux et Hervé pour avoir distribué un tract à l'intérieur de la caserne ; à Jean-Jacques Martin pour avoir refusé de briser la grève des conducteurs de métro en octobre 1971 ; à Puttemans, Chapelle (insoumis) ; à Gaignard (déserteur) ; à Valton (objecteur politique) et à beaucoup d'autres parmi lesquels une centaine de témoins de Jehovah actuellement en prison ;

- la mort de Jean-Pierre Lalanne, les nombreuses tentatives de suicide sanctionnées par des mois voire des années de prison, les lourdes condamnations pour ceux qui veulent échapper à la vie militaire : un engagé volontaire est acculé, s'il veut quitter l'armée, à la désertion ;

- la répression incessante frappant tout soldat qui se révolte contre la brimade et l'imbécilité quotidiennes.

Telles sont les raisons pour lesquelles, aujourd'hui, nous élevons la voix : nous avons le droit et même le devoir, d'une part, d'alerter les jeunes sur ce que représente l'armée, pour eux et pour l'ensemble de la population, d'autre part, de soutenir et d'aider ceux qui luttent contre elle,

Soit à l'intérieur,

Soit en choisissant « de se soustraire aux obligations militaires » (1).

A TITRE D'ILLUSTRATION

La répression militaire est quotidienne, chaque année en France plusieurs centaines de jeunes gens sont conduits devant les tribunaux militaires pour mutilations, outrages à supérieurs, délits d'opinion, refus d'obéissance, insoumission, désertion, etc.

Parmi ceux-ci :

SONT EMPRISONNES POUR

- Distribution de tract ou collages d'affiches dans la caserne ;

Devaux, Trouilleux et Hervé ; Patrick Bouffier. • Insoumission : Sylvain Puttemans et Joël Chapelle. • Désertion : Armel Gaignard. • Objection politique : Dominique

Valton. • Avoir refusé de porter l'uniforme : Olivier Denis. • Avoir refusé de briser une grève : Jean-Jacques Martin (appelé). • Témoins de Jehovah : Une centaine en prison. • Statut qui lui est refusé : André Rossi.

Menacés d'incarcération pour statut qui leur est refusé :

François Janin, Jean-Michel Fayard, François Marquer.

SONT INCULPES pour avoir diffusé la loi des objecteurs de conscience

A Nantes :

Mme Gaignard (mère du déserteur), Marie-Eugène Heraud, Dominique Dersoir, Philippe Rahard, Patrick Fosse, Marie-France Beaugeard, Roland Garnier, Jean Coulardeau.

A Montluçon :

J.-F. Catreux, J.-Y. Gauvrit, Gérard Michalet, Jean Lafabregue.

A La Rochelle :

Patrick Jouet, André Veyrat.

A Bressuire :

Jean-Marie Bouny, Roger Parisot.

A Rennes :

René Cruse, Bernard Puill, René Le Gac.

A Paris :

Journal « Fais pas le Zouave » (Paul Chenard).

A Metz, quelques personnes, etc.

(1) Selon les termes de l'article 11 de la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963.

DÉCOUVERTE ET CULTURE

Vous qui refusez que vos vacances soient une simple marchandise, qui voulez tous ensemble participer à l'élaboration de vos voyages : Adhérez et partez avec DECOUVERTE ET CULTURE.

Pâques. Pologne. — Les fêtes de Pâques à Cracovie, Varsovie, Wrocław. 26 mars - 18 avril.

Départ de Paris à 23 h. Train avec couchettes.

Arrivée à Varsovie à 7 h 40. Visite de la ville (musée historique, palais de la culture et de la science... conférence sur la Pologne et Varsovie).

Cracovie. Visite de la ville, visite de la mine de sel de Wielicka.

Wrocław. Visite d'une entreprise, rencontre avec les syndicats. Groupe d'une trentaine de personnes.

(Prix : 745 F tout compris.)

Provence - Cheval. Au centre du Pilon. 4 km de Manosque, du 26 mars au 9 avril : 590 F.

Haute-Provence - Cheval. Au centre de Montmosindoux, un château des Hautes-Alpes. 10 jours pour ceux qui débutent, du 27 mars au 8 avril : 550 F.

• Adhérez à DECOUVERTE ET CULTURE : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris VI. Tél. 325.00.09.

Cet été partez en Albanie, Algérie, Chili, Palestine, Roumanie, Sénégal, Suède, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Pour les comités de quartier

Michel Mousel

Il y a moins d'un an, dans le cadre de la campagne « Paris aux travailleurs », les militants du P.S.U. et de L.O. tenaient une conférence de presse « sauvage » dans un de ces appartements témoins où les promoteurs traquent le couple à la recherche d'un logement. Déjà on démontrait les mécanismes de la spéculation immobilière, déjà on envisageait

ments disponibles, tant du fait de leur stérilisation (résidences secondaires, blocages spéculatifs) que de l'insuffisance de la construction, a vidé Paris depuis 1954 de l'équivalent de la population de Toulouse. Et surtout, Paris se vide de sa population ouvrière. « Le nouveau visage de Paris, c'est celui d'une ville où les quartiers ouvriers disparaissent

Ce premier aspect des conséquences de la rénovation à Paris n'est pas sans importance politique : « Il ne semble pas déplaire au gouvernement bourgeois de voir désarmer la force d'impact sociale du Paris populaire. » Mais cet intérêt politique est étroitement lié à l'intérêt financier. La rénovation à Paris est l'une des plus

de charges d'emprunts » (Livre noir, page 20).

Mais il y a aussi le constructeur face à ses travailleurs. Il était important de rappeler que, dans le bâtiment, l'exploitation de la main-d'œuvre détient un certain nombre de records : durée hebdomadaire du travail (49 heures), salaires moyens

L'aquarium accuse

A partir du 19 février, la troupe de l'Aquarium présentera au T.N.P., Salle Gémier, Marchands de ville, une pièce qui montre comment les belles cités de notre XX^e siècle aux immeubles régulièrement reblanchis, aux tours étincelantes de lumières, éliminent par phagocytose les constructions de pierre lèpreuse où les gens peu fortunés habitent encore.

Cette phagocytose (processus de destruction des microbes, c'est-à-dire de tout ce qui nuit au bel équilibre des corps sains, en les digérant), n'est pas un phénomène spontané. Pour que les pauvres laissent la place aux riches et aillent se loger très loin de leur lieu de travail, souvent dans des terrains vagues à peine aménagés, il faut qu'une loi soit violée et que le gouvernement prête le secours de sa police à ceux qui la violent.

La pièce de l'Aquarium, qui met en lumière l'action commune de nos dirigeants et des puissances d'argent dans la vie réelle, est une pièce politique.

Dominique Nores

les perspectives d'une action de masse dans les quartiers soumis à la rénovation.

Lundi dernier, on pouvait faire un bilan du travail théorique et pratique accompli depuis lors : il s'agissait de la présentation à la presse du Livre noir « La rénovation de Paris », édité par la Fédération de Paris et préparé par un groupe de militants animateurs des luttes sur plusieurs quartiers de la capitale.

« Il ne s'agit pas de mettre l'accent sur chaque scandale isolément, comme s'il s'agissait d'autant de verrues défigurant la face du pouvoir, précise d'abord Jacques Kergoat, président de la Commission nationale cadre de vie. Il s'agit de montrer que les scandales qu'on donne en pâture à l'opinion ne sont qu'une des manifestations de tout un système. C'est pourquoi le Livre noir se présente comme une dénonciation de ce système, mais aussi comme une proposition d'outils et de structures de luttes. »

La bourgeoisie à la conquête des quartiers populaires

François Vallot, qui a animé l'action militante sur les quartiers du centre de Paris, dresse le constat de l'évolution parisienne depuis 15 ans. La diminution du nombre de loge-

les uns après les autres : pour de nombreux mal-logés, expulsés de Paris par la rénovation, la seule solution, c'est l'installation dans les villes-dortoirs de banlieue. Déportés de Paris, stockés en banlieue, transportés dans des conditions intolérables : telle est la vie des centaines de milliers de Parisiens. »

La troupe

Déjà bien connue de nous, par son travail antérieur.

Ancienne troupe universitaire, elle s'est imposée par sa capacité de comprendre, d'analyser et de rendre claires scéniquement des situations liées à la politique de l'Etat gaulliste et post-gaulliste.

L'écriture des pièces, assurée par l'ensemble de la troupe, parfois à partir de textes littéraires, fait que le propos colle aux intentions. Depuis 1967, ont été écrits et joués : Les Guerres picrocholiennes, peinture d'une certaine escadade militaire ; L'Héritier ou les étudiants pipés, d'après une enquête sur l'université de classe et le malaise universitaire ; 1848, la République des honnêtes gens, où les classes moyennes cherchaient refuge dans les bras de l'ordre ; et les Evasions de Monsieur Voisin.

éclatantes illustrations des différents moyens de réalisation du profit.

Il y a d'abord le promoteur face à sa clientèle. Si l'on construit toujours plus de logements de luxe, les P.-D.G. à loger ne constituent cependant pas un marché très large. Alors, on industrialise une construction de standing apparent, en même temps que l'on organise le maintien de la pénurie de logements à prix modérés, afin de pomper le maximum du pouvoir d'achat créé par l'élévation du niveau de vie, notamment dans les classes moyennes. « Tout se passe comme si l'accroissement du pouvoir d'achat arraché au patronat par les salariés était récupéré par les promoteurs sous forme de loyers et

Le sens de l'œuvre

Cinq locataires seulement ont décidé de tenir bon et d'attendre que les policiers les délogent.

Cette position ferme dans un combat perdu d'avance, cela n'aurait peut-être pas été grand-chose — comment l'un d'eux. Mais qu'il y ait eu besoin des flics pour chasser de chez eux des gens qui sont de bons travailleurs, gagnent normalement leur vie, cela devrait quand même rendre les choses plus claires.

les plus bas (3,50 francs de l'heure), instabilité de l'emploi, conditions de travail (en particulier les accidents mortels : trois par jour en moyenne).

Et, au cœur du problème de la rénovation, on trouve celui des travailleurs immigrés : ceux qu'on entasse dans les taudis en instance de démolition, et ceux qui travaillent dans le bâtiment.

Ce rappel rend encore plus percutante l'accusation du Livre noir : « C'est dans ce secteur où plus qu'ailleurs sont possibles des gains par spéculation, que l'exploitation du travail est la plus éhontée ».

Scénario d'un racket

Les différents aspects de la rénovation sont illustrés dans le Livre noir à travers des opérations précises (13^e, Halles, 15^e). L'exemple le plus frappant est peut-être celui du terrain de la Gare des Gobelins où la collusion Etat-promoteurs s'étale sans pudeur : un terrain appartenant à la S.N.C.F. est cédé à un promoteur contre engagement de sa part à reconstruire la gare après avoir vendu les appartements. Puis le promoteur revend à la ville de Paris les quelques parcelles pour H.L.M. Ainsi, non seulement un terrain public n'est pas consacré prioritairement à des logements accessibles aux travailleurs, mais on permet à un promoteur d'em-

La démarche

Pendant le travail de préparation des Evasions de M. Voisin, les comédiens de l'Aquarium ont été amenés à faire une enquête. Un de leurs camarades avait été arrêté. « Des gens qui le connaissent très bien refusaient de nous répondre : « Je ne me mêle pas de ça, je n'ai rien à déclarer »... c'est-à-dire que des gens parfaitement honnêtes et refusant de prendre parti, devenaient complices d'une répression. »

Cette expérience qui a marqué la pièce en gestation a amené aussi l'Aquarium à radicaliser sa démarche. Il se veut désormais le plus possible en prise sur l'actualité quotidienne. Aussi, pour Marchands de ville est-il revenu au système de l'enquête : six mois de conversations avec différents publics, de recherches de documents... puis commencèrent la rédaction du canevas, les improvisations sur les différents thèmes et l'écriture proprement dite, qui se veut en perpétuelle élaboration, pour faire passer dans la conscience du public le sens de l'enquête.

pocher le profit sans engager de capitaux ! Cela rappelle « Main basse sur la ville », ou, bien plus récemment « Confession d'un commissaire de police au procureur de la République », que J.-L. Auduc qualifie de « véritable séminaire théorique à l'usage de conseillers et députés U.D.R. ».

Cela rappelle aussi la rapidité avec laquelle M. Diebolt a troqué sa casquette préfectorale contre un gilet de banquier... Car derrière le racket immobilier, on trouve les banques et les grands groupes financiers : le Livre noir présente à cet égard un schéma instructif des activités immobilières de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Le prix d'une bouffée d'oxygène

« Ils n'ont pas le droit ! Ils le fabriquent. Ils déportent les travailleurs, font main basse sur les terrains et raflent des milliards sur notre dos ! Notre seul tort est d'habiter la même ville qu'eux... Nous aussi, nous aimons le progrès. Nous aimons la lumière, la propreté, le confort, nous aussi ! Ils rénovent notre quartier ! Tant mieux ! Mais notre quartier sera beau et nous ne serons plus là... Déjà, ils nous marchandent la terre ; bientôt, la mer, le soleil, les étoiles. Bientôt, ils voudront vous faire payer cet air que vous respirez ! Bientôt la bouffée d'oxygène sera vendue — comme on vend aujourd'hui un mètre carré de terre. Alors, vous économiserez votre souffle et peu à peu ils vous étoufferont. »

Par-delà ces exemples, c'est tout Paris qui est visé par une opération de rentabilisation de la ville « pour en faire une source de profits supérieurs ; ceci par l'intensification de l'exploitation des logements, l'évacuation des activités industrielles de Paris, la modernisation de l'appareil commercial, la concentration des activités tertiaires ».

Et, pour parvenir à ses fins, la bourgeoisie utilise sa panoplie habituelle : entretenir l'ignorance chez ceux qui sont les premiers concernés (les victimes de la rénovation ne savent jamais à l'avance quand ils seront expulsés, ils ignorent leurs moyens de défense, ils ne connaissent pas leurs droits) ; l'usage de l'intimidation, quitte à menacer d'actions illégales ; l'organisation de la division. Or l'expérience des comités de locataires montre que déjà en s'organisant, on peut combattre l'efficacité de ces armes : c'est pourquoi le Livre noir veut être à la fois outil d'information et de combat.

Le canevas

Les promoteurs découvrent des terrains qu'ils sont assez vite contraints de céder à de plus gros promoteurs, puis à des banquiers. L'architecte fait des plans. Des appartements non construits sont mis en vente. Il faut raser des pâtés de maisons, et pour cela faire entendre raison à des propriétaires plus ou moins récalcitrants. Mais ceux-ci laissent derrière eux les locataires qu'il va falloir chasser de force. Les spécialistes de la délogie auront pour auxiliaires les intempéries, la pluie, le vent qui délabrent les toitures jamais réparées, les conduites bouchées, les gravats dans l'escalier... Bientôt, la mise à la porte deviendra une mesure de sécurité. Pendant que la police fera évacuer les immeubles, les banques mettront la main sur de nouveaux terrains découverts par les promoteurs et le processus recommencera sans fin.

Comités de quartier, contrôle populaire

Les mots d'ordre que nous proposons sont ceux mis en avant par les associations et les comités de locataires dans lesquels travaillent des militants du P.S.U. et d'autres organisations révolutionnaires :

- Rénovation OUI, déportation NON ;
- Résistance aux expulsions ;
- Relogement sur place et au même prix ;
- Solidarité active avec les travailleurs immigrés en lutte contre les foyers-taudis et contre les expulsions.

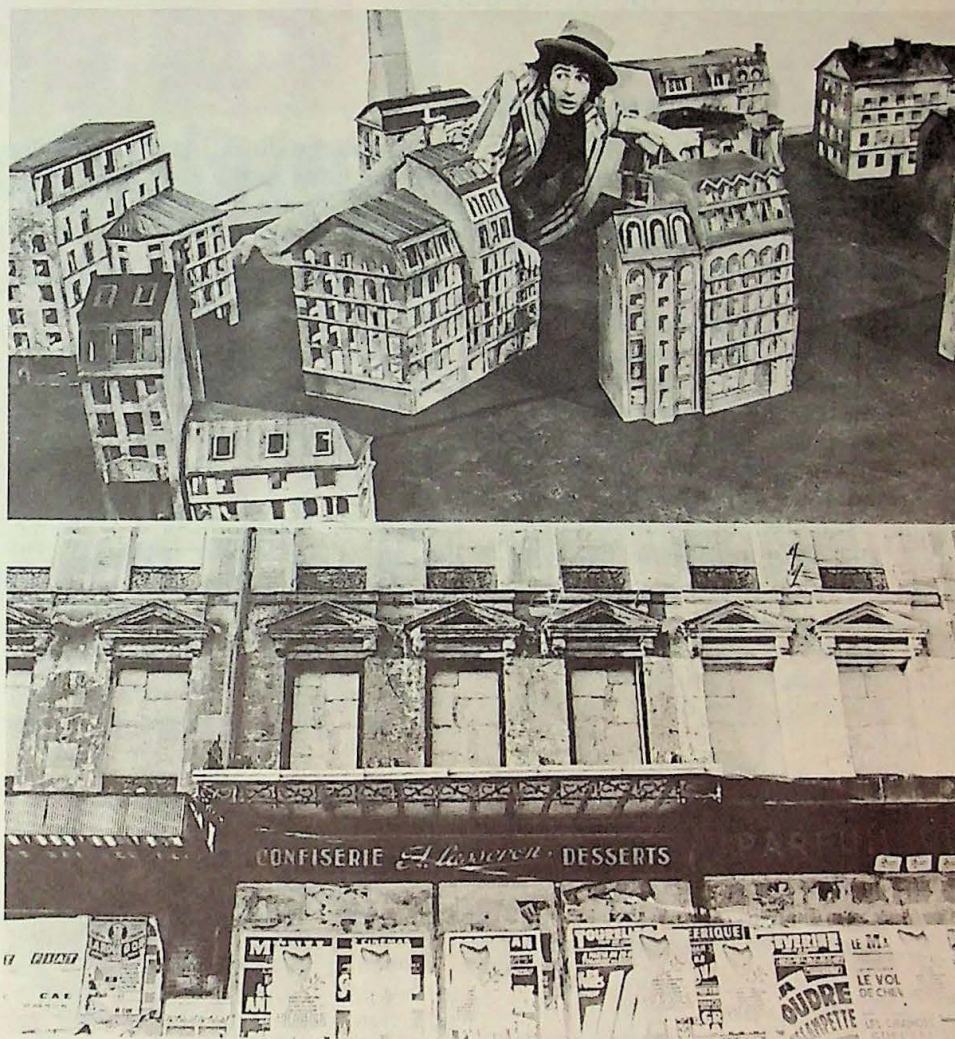
La loi de 1948

Elle affirme que les locataires expulsés doivent être relogés pour le même loyer à la même distance de leur lieu de travail.

Mais il faut dépasser les objectifs défensifs. C'est véritablement la reconquête de la ville par les travailleurs qu'il faut viser. La rénovation n'est pas la seule manifestation de l'offensive de la bourgeoisie sur la ville : dans chaque quartier, à propos d'un square, d'une M.J.C., d'un foyer-taudis, ou assiste à un vol de la ville organisé. Nous devons aussi organiser la riposte. L'instrument de cette ri-

poste, c'est le comité de quartier luttant pour un contrôle populaire sur la ville.

Une telle lutte s'inscrit directement dans l'action de masse anticapitaliste : elle ne peut que contribuer à démasquer le véritable visage du pouvoir, à faire apparaître la solidarité de combat de tous les travailleurs sur tous les fronts (peut-on, à Paris, dissocier emploi, transports, logement ?), et à dissiper les illusions réformistes — le système D du « comment vivre mieux en régime capitaliste ». N'est-ce pas l'une des manières de poser concrètement le problème du pouvoir des travailleurs — c'est-à-dire de donner vie à l'un des objectifs fixés par la D.P.N. : les comités d'initiative populaire ?



Rencontre Nationale Marine

Une rencontre nationale des travailleurs de la marine aura lieu samedi 19 février à partir de 15 heures au 9, rue Borromée :

- Mise au point du bulletin marine.
- La situation actuelle.

Les alliés du pouvoir

La paresse d'esprit :
« Moi, je ne fais pas de politique. »
La vanité satisfaite, de celui qui croit avoir l'oreille d'un homme politique.
Le manque de solidarité.
L'isolement.

PANTHÉON

De 14 à 24 h :

Soul to soul

Sauf dimanche à 12 et 24 h :

Notre-Dame des Turcs

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

" Il Manifesto cherche à aider à l'auto-organisation des luttes "

nous déclare Lucio Magri

Nos camarades Rocard, Salgues et Soulage ont eu lors de leur voyage en Italie un débat avec Rossana Rossanda et Lucio Magri du « Manifesto ». Débat auquel assistait également K.-S. Karol. Nous en donnons ici le compte rendu.

Par ailleurs, « T.S. » produira la suite de ce dossier sur l'Italie dans quinze jours, après le numéro spécial sur le Conseil International du parti.

« T.S. »

Michel Rocard. — Quelle stratégie politique poursuit Il Manifesto face à une grande politisation des luttes sociales sans projets politiques cohérents ?

Lucio Magri. — Le véritable problème italien à l'heure actuelle est le décalage qui existe entre la lutte sociale et les débouchés politiques. La situation actuelle est caractérisée par le fait que la crise de 69 a engendré des déséquilibres politiques, sociaux et économiques, dans une crise profonde du système.

A partir de là, le patronat, les syndicats et le Parti communiste ont cherché des solutions réformistes par la recherche d'une majorité occulte entre le P.C. et le centre gauche. Cette opération a échoué pour deux raisons :

— Le mouvement politique de masse a maintenu un niveau de lutte anticapitaliste qui a empêché une normalisation dans l'entreprise. Donc pas de réformisme possible.

— La bourgeoisie n'avait pas la force politique pour mener le dialogue avec le P.C. et les syndicats.

L'opération réformiste est finie. On va vers un bloc réactionnaire avant même que la bourgeoisie ait trouvé une force sur laquelle s'appuyer. Alors, la bourgeoisie va aller à droite en rejetant P.C. et P.S. Ils retrouveront l'opposition formelle. Tout cela peut fort bien déboucher sur de nouveaux mouvements de masse.

Le Manifesto refuse les solutions aussi bien purement institutionnelles que purement syndicales.

Aujourd'hui, la situation économique est telle que l'on ne peut espérer vaincre sur le plan syndical si l'on enregistre une défaite sur le plan politique. Il faut jouer de cette situation pour faire naître une force politique révolutionnaire cohérente. Aucune autre force que Il Manifesto ne peut jouer ce rôle, car :

— La gauche syndicale est très divisée et très isolée ;

— Le P.S.I.U.P. (Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne) est

fini, la gauche du P.S.I.U.P. n'existe plus, les gens sérieux en sont sortis, certains vers Il Manifesto. Tous les autres cherchent où aller.

M.R. — Les groupes d'extrême gauche ont-ils encore un poids ?

L.M. — Il n'existe pratiquement plus de courant révolutionnaire : le marxisme-léninisme n'a plus de groupes organisés, même au niveau étudiant ; l'aile ouvriériste, Potere Operaio et Lotta Continua sont en difficulté. Potere Operaio est en chute libre depuis qu'il a choisi la lutte armée. Lotta Continua est plus sérieux, mais depuis octobre, on assiste à une lutte intérieure entre ultra-gauchistes (lutte armée) et ultra-droitières (front antifasciste). Tous les groupes ont abandonné la lutte dans la production pour s'intéresser aux marginaux.

François Soulage. — Peut-on faire une liaison avec leur échec sur le terrain des luttes ouvrières ?

Rossana Rossanda. — Sur ce terrain-là, il faut prévoir un temps de travail très long et ils l'ont toujours refusé. Ils ont toujours joué sur le détonateur et laissé le terrain vide derrière eux. Ils n'ont jamais bâti quelque chose pour prolonger l'action.

M.R. — Dans quelle mesure et comment vous inscrivez-vous dans une stratégie de longue durée ?

L.M. — Le choix stratégique part de ce que, après 68, une nouvelle phase d'instabilité du capitalisme commence. Au début, nous pensions que le P.C.I. pourrait prendre la tête du mouvement et développer une stratégie révolutionnaire. Espoir que la Chine ou Cuba pourraient aider au développement de l'offensive révolutionnaire dans le développement de la crise. Cette crise existe toujours, mais la première vague se termine, il faut qu'avec elle se mette en place au moins un début de force révolutionnaire cohérente et crédible, capable de représenter une alternative au réformisme. Il ne suffit pas de faire exploser les contradictions du réformisme pour imaginer

que l'on sera dans une situation révolutionnaire non gauchiste, dirigée par les avant-gardes ouvrières et qui ne soit pas une contre-société complètement coupée des masses.

La première phase de la crise se terminera par une défaite relative du mouvement révolutionnaire ; ce qui compte, c'est le niveau atteint par la conscience de masse. La gauche syndicale croit, au contraire, qu'à petits pas on va se retrouver au socialisme, sans mettre en cause le cadre politique.

M.R. — Pourquoi n'y a-t-il pas encore une force révolutionnaire ?

K.S. Karol. — La raison essentielle tient à l'ambiguïté du Parti communiste italien et à son comportement beaucoup plus souple, ainsi que celui des syndicats.

Bernard Salgues. — Vous avez dit que les syndicats étaient monolithiques, et pourtant on trouve à l'intérieur des formes différentes. Y a-t-il donc deux formes de réformisme ou bien y a-t-il des forces révolutionnaires ?

L.M. — La contradiction n'est pas à l'intérieur du syndicat mais entre les conseils ouvriers, les cadres de ces conseils et l'appareil syndical. Dans les syndicats les plus avancés, il y a eu un grand renouvellement, mais les vieux cadres demeurent.

M.R. — Nous assistons donc à une organisation de la contestation, mais est-ce le plus important ?

L.M. — Les conseils ouvriers sont en crise permanente, mais parmi ceux-ci, ceux qui avancent le plus ont tous en leur sein des avant-gardes ouvrières (P.C.I., Manifesto), il n'y a pas vraiment spontanéité.

M.R. — Le rôle du Manifesto est donc de stimuler le mouvement de lutte à l'intérieur de celui-ci.

B.S. — Que devient le conseil après la période chaude qui lui a donné naissance, comment agit-il en longue durée ?

L.M. — Il Manifesto cherche à stabiliser et à faire durer la lutte même en période défavorable. Aider à l'auto-organisation de la lutte. Guérilla dans l'entreprise, parallèle à un très haut niveau de conscience, sans recherche d'un affrontement global.

Cela implique trois conditions de réussite : existence simultanée d'une organisation, d'une conscience et de cadres. Donc un Parti avec une capacité d'organiser la lutte de masse mais aussi une large conscience des masses.

R.R. — Pour respecter les deux objectifs, organisation du Parti et maintien d'une certaine spontanéité des masses, il faut être très prudents et cela explique la lenteur de la transformation d'Il Manifesto.

L.M. — Nous avons élargi notre base ouvrière, notamment chez les métallurgistes. La base ouvrière vraiment révolutionnaire, c'est les O.S., car nous n'avons pas de problèmes des immigrés. La chance de la période est que la crise se pose en termes globaux de société, tels que le P.C., même dans l'opposition, ne pourra pas la capitaliser. Cependant, nous jouons la carte du P.C. dans l'opposition. Si le P.C. va au gouvernement tout de suite, nous serons trop petits pour exploiter cela, il vaudrait mieux qu'il attende un peu pour que nous ayons les forces pour répondre !

M.R. — Mais c'est très anti-gauchiste, ce que vous dites.

R.R. — Oui, en ce sens qu'il faut toujours analyser les rapports de force et savoir mesurer les siennes. Notamment, on ne peut continuer longtemps à dire : plus il y a de fascisme mieux cela vaut ; plus il y a de répression, mieux cela vaut.

F.S. — Vous ne jouez donc pas la carte de l'affrontement poussant à la répression ?

L.M. — Non, car le fascisme est plus fort que la bourgeoisie, et personne ne l'a jamais renversé, sauf une guerre...